

Une analyse multisectorielle et territorialisée de l'offre et la demande de service dans des territoires touchés par la crise
 BANGUI, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, MAI 2019

PLAN DE RELÈVEMENT DU 3^{ème} ARRONDISSEMENT DE BANGUI



Photo Jean François Pion. Bangui, Avril 2019

IMPULSÉ PAR

UNE INITIATIVE DE

AVEC LE SOUTIEN DE

SOUS L'ÉGIDE DE



Sommaire

Liste des acronymes utilisés.....	3
Remise en contexte de l'initiative	4
Présentation de l'initiative	5
Présentation de la méthodologie.....	6
Carte des zones d'évaluation AGORA.....	7
Brève description de la localité étudiée.....	8
<hr/>	
Eau et assainissement, l'offre de service.....	9
Carte des points d'eau disponibles dans la localité.....	9
Eau et assainissement, besoins des habitants et priorités.....	10
Assainissement, priorités retenues.....	11
<hr/>	
Santé, l'offre de services.....	12
Carte des principaux centres de santé disponibles dans la localité.....	13
Santé, besoins des habitants et priorités	13
<hr/>	
Education, l'offre de services	14
Carte des principales écoles disponibles dans la localité.....	14
Education, besoins des habitants et priorités.....	15
<hr/>	
Développement économique	16
Moyens de subsistance	17
Logement, terre et biens	18
Sécurité, gouvernance, besoins prioritaires de la communauté.....	19
Sécurité, gouvernance, besoins prioritaires de la communauté (suite).....	20
<hr/>	
Déplacements	21
Déplacements (Suite).....	22
Carte des déplacés et des retournés.....	23
<hr/>	
Marchés et traversée de l'aéroport	24
Focus sur le Bloc Sara.....	25
Carte mise à jour des quartiers ainsi que des principaux services de la localité.....	28

Liste des acronymes utilisés et définitions

Liste des acronymes utilisés

AGR	Activité Génératrice de Revenus
AVEC	Association Villageoise d'Epargne Crédit
EHA	Eau, Hygiène Assainissement
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FOSA	Formation Sanitaire
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GTSD	Groupe de Travail Solutions Durables
KBF	Kiosques Bornes Fontaines
LTB	Logements, Terre et Biens (LTB)
MSF	Médecin Sans Frontière
ONG	Organisation Non gouvernementale
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
QIPS	Quick Impact projects
RCPCA	Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix en République centrafricaine
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'oeuvre

Définitions

Zone d'attraction d'un service : Zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service: il s'agit donc d'une projection géographique de l'attractivité territoriale d'un service.

Zone de chalandise d'un marché : Zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers du marché.

Bassins de vie : Également appelés « zones de voisinage », ils constituent une unité de territoire présentant une cohérence socio-économique et des réseaux de relations prévisibles entre ses parties prenantes.

Mise en contexte

LA PARTICULARITÉ DE LA CRISE URBAINE ET L'APPUI AUX RETOURS

La crise politico-militaire qui a secoué la République Centrafricaine en 2013 et 2014 a particulièrement affecté Bangui, la capitale. Des quartiers résidentiels entiers, déjà caractérisés par leur caractère informel et sous-intégrés au réseau d'infrastructures urbaines de base, ont été détruits. Ceci a engendré des vagues massives de migrations urbaines, qui ont particulièrement impacté le quotidien de nombreux habitants.

Alors que la ville de Bangui et ses environs accueillent encore près de 45 000 déplacés en 2017, ce chiffre a doublé en un an en raison des recrudescences de violences sporadiques au cours de l'année 2018¹. La multiplication des déplacements urbains - couplée au manque de visibilité quant à des possibilités de retour durable pour ces habitants - ajoutent ainsi une pression supplémentaire sur les défaillances chroniques des réseaux de services urbains de base.

Si la totalité des camps de déplacés internes sont aujourd'hui fermés, l'aide à destination des personnes vulnérables et des déplacés urbains se heurte à la difficulté de localiser les personnes dans le besoin et d'accompagner le rétablissement ou l'amélioration des conditions de vie et d'accès aux services dans les quartiers d'origine.

Les démarches pour favoriser le retour volontaire dans les quartiers d'origine ont pris par exemple la forme de programmes d'appui à la reconstruction d'abris et de soutien socio-économique, qui ciblaient des ménages déplacés et vulnérables, sans nécessairement tenir compte des caractéristiques propres aux territoires de retour. Ces initiatives, majoritairement menées par les acteurs de l'aide humanitaire depuis 2015, se sont heurtées à un déficit de compréhension des « conditions préalables » au retour dans les territoires concernés et requièrent une appréhension plus fine de l'écosystème de gouvernance urbaine, de la fourniture de services de base², de la sécurisation des droits fonciers; qui sont autant d'outils nécessaires à la stabilisation des communautés et au développement local.

Les quartiers détruits ou désertés pendant la crise restant à reconstruire, les priorités sont donc multiples: la situation en appelle à la fois à des actions de relèvement socio-économique et de développement, afin d'assurer la fourniture des services locaux de base; mais également à couvrir des besoins d'assistance qui restent continus et significatifs dans ce contexte de sortie de crise et de grande fragilité.

Tandis que l'intégration durable des ménages retournés dans leurs quartiers de retour demeure un objectif important pour l'aide humanitaire déployée à Bangui, le Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix en République centrafricaine³ (RCPCA) 2017-2020 met en parallèle l'accent sur le retour des acteurs étatiques dans la gestion des territoires et des services.

¹ Humanitarian Needs Overview, OCHA, 2018

² Lorsque la réponse urbaine requiert des politiques de développement urbain, Anne Burlat et Jean Bosco Abderamane, décembre 2017

³ Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix, 2016

LA PLACE DES AUTORITÉS LOCALES DANS CE PROCESSUS

La municipalité de Bangui ainsi que les acteurs étatiques centrafricains tentent d'assurer la gestion des territoires et des services, mais ne disposent pas de ressources suffisantes.

Ainsi, les acteurs humanitaires et de développement internationaux contribuent à fournir certains services de base dans les quartiers de la ville de Bangui, en appui aux acteurs et aux populations locales. Dans cette situation, la mise en cohérence des interventions de relèvement proposées par les acteurs externes et les besoins à plus long-terme portés par les acteurs institutionnels et locaux est essentielle pour proposer une réponse adéquate aux facteurs de fragilité dans les localités les plus vulnérables de Bangui.

MÉCANISMES DE GOUVERNANCE LOCALE

La gouvernance locale des communes est aujourd'hui régie par deux ordonnances de 1988³, qui affectent aux communes un répertoire d'action à la fois large et flou en termes de planification et de gestion des services de base. Les communes répondent des préfectures, elles-mêmes sous l'égide du Ministère de l'Administration du Territoire. Ces mêmes ordonnances affectent un statut spécial aux communes de Bangui et de Bimbo, qui sont des Délégations Spéciales dont le Président / la Présidente est nommé.e. Un nouveau Code des Collectivités Territoriales est actuellement en discussion au Parlement, et pourrait être adopté dans les mois qui suivent la publication de ce rapport. Celui-ci élargirait notablement le champ de compétence des communes et mettrait fin au système de délégations spéciales.

Une étude réalisée à l'échelle nationale par la Banque Mondiale⁴ en 2017 a révélé qu'en moyenne, les communes disposent d'un budget par an et par habitant inférieur à 650 XAF⁵. Cette contrainte budgétaire majeure s'est traduite par un déficit en investissement, mais aussi par une montée en puissance des acteurs de la société civile, qui, bénéficiant plus facilement que les autorités communales du soutien direct des partenaires humanitaires, ont pu administrer certains services initialement dévolus à l'État. Ceci a résulté en un manque de clarté sur la séparation des mandats, des rôles et des responsabilités des autorités locales et des organisations de la société civile vis-à-vis de leurs communautés.

Dans le cadre de l'évaluation territoriale menée par AGORA à Bimbo et dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui, ce déficit de compréhension mutuelle est apparu clairement comme un obstacle à la bonne gouvernance.

³ Ordonnance n°88.006 du 06 février 1988 relative à l'organisation des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives.

⁴ Enquête nationale sur les monographies communales, Groupe de la Banque Mondiale, février 2017

⁵ 650XAF = 0.99EUR, au 04/05/2019. source <https://exchangerate.guru/>

Informer les interventions de relèvement urbain

INFORMER LES INTERVENTIONS DE RELÈVEMENT URBAIN

L'initiative AGORA a été déployée à Bangui dans le cadre du projet « Appui au Retour » mis en œuvre par un consortium d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) mené par ACTED et financé par le Fonds Bêkou dans certains quartiers particulièrement concernés par les dynamiques de retour des populations déplacées à Bangui. AGORA a réalisé des plans de relèvement locaux pour deux localités de la ville de Bangui (3^{ème} arrondissement) et de Bimbo (Bimbo III et Bimbo II), sur la base d'une analyse multi-sectorielle des besoins et d'une planification participative entre janvier et avril 2019.

Ce projet avait pour but de co-construire, avec tous les acteurs du territoire, une lecture partagée des besoins et des interventions nécessaires pour favoriser le relèvement local, en envisageant des projets urbains concertés, multi-sectoriels et adaptés aux spécificités de chaque territoire. En remettant les acteurs locaux au cœur du processus de planification, cette démarche promeut la convergence des points de vue et des stratégies entre les acteurs locaux pour orienter la structuration de l'aide dans le 3^{ème} arrondissement et dans la zones Sud-Ouest de l'aéroport de Bangui M'Poko, à Bimbo. Les Plans de Relèvement Locaux, résultat de ce travail de recherche et de planification consultative, proposent **des stratégies d'intervention concrètes pensées par les acteurs du territoire et pour les acteurs du territoire.**

KOKORO-BOEING ET LE PK5 PARTICULIÈREMENT AFFECTÉS PAR LA CRISE

Le choix des localités de l'étude s'est porté sur les zones les plus concernées par les destructions urbaines durant le conflit, mais également parmi les plus vulnérables et les moins bien intégrées dans le tissu urbain de la ville de Bangui. A ce titre, le 3^{ème} arrondissement de Bangui et les quartiers de la municipalité de Bimbo jouxtant l'enclave du PK5 sont particulièrement concernés. En effet, les quartiers détruits dans ces localités étaient déjà mal desservis par des voies d'accès, mal connectés au réseau d'adduction d'eau de la SODECA et l'accès au foncier était majoritairement informel¹. Les mouvements migratoires de déplacement et de retour depuis et dans les quartiers touchés par la crise témoignent donc d'une situation où les populations vulnérables sont les premières impactées.

QUELQUES ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Les données ont été collectées au travers de méthodes quantitatives et qualitatives de janvier à avril 2019. L'évaluation des besoins réalisée par AGORA combine une analyse des caractéristiques du territoire à une lecture des besoins des habitants vivant dans les zones les plus concernées par les migrations résidentielles liées aux retours.

Représentativité des données

Les enquêtes ménages ont été déployées de manière à obtenir des résultats représentatifs au niveau de la zone ou du "bassin de vie", lequel recouvre plusieurs quartiers. Les résultats présentés dans ce "Plan de Relèvement" ou "localité" représentent la moyenne agrégée et pondérée (par nombre de ménages et par nombre d'enquêtes effectuées) des deux zones contenues dans ce plan (cf. carte 1 page 6); les zones 4 (Bloc PK5-ouest) avec 348 enquêtes, et 5 (Bloc PK5-est) avec 302 enquêtes.

Le Bloc Sara (zone 6) a été couvert par les enquêtes ménages, mais il n'est pas représentatif du reste de la localité, notamment car c'est une zone où 90% de la population a fui et n'est pas encore revenue. Les résultats n'ont donc pas été intégrés au niveau de la localité et font donc l'objet d'un examen à part (pages 23 et 24 de ce rapport), et ils sont donnés à titre indicatif en raison de la taille de l'échantillon choisi (45 enquêtes).

Ateliers de cartographie participative

2 ateliers ont été menés entre **entre le 12 et le 28 décembre 2018.**

Parmi les critères qui ont prévalu à la délimitation des zones d'enquêtes dans le 3^{ème} arrondissement, celui de la sécurité a été soulevé mais rejeté d'emblée par les groupes de discussion; car les participants tenaient à ce que l'accès humanitaire ne soit pas restreint en théorie et en pratique par ce genre de considérations; et parce que les populations concernées en sont d'autant plus vulnérables que leurs besoins ne sont pas pris en compte. En conséquence, la zone 5 (PK5-Est) telle qu'initialement délimitée par les participants n'a pas pu être intégralement couverte par les enquêteurs en raison de contraintes sécuritaires.

Enquêtes service

Ces enquêtes ont été menées **entre le 2 et le 18 janvier 2019.**

L'intégralité des services du territoire étudié a été cartographiée, mais une partie seulement a été évaluée car certains gestionnaires n'ont pas souhaité participer à l'exercice. Les résultats sont donnés à titre indicatif, et n'ont pas vocation à être généralisés. Ils sont présentés afin d'aider à la compréhension générale du sujet.

Enquêtes ménages

Les enquêtes ménages ont été menées **entre le 23 janvier et le 1er mars 2019.** Une limite méthodologique est apparue au cours de l'analyse des données: le point de vue des ménages déplacés accueillis au sein des ménages hôtes n'a pas été couvert et évalué au cours de cette enquête, car la question du "statut de déplacement", posée en amont du questionnaire ménages, a masqué ce cas de figure.

Discussions de groupe

Les discussions de groupe ont eu lieu **entre le 15 mars et le 1er avril 2019.** Elles avaient vocation à éclairer les données brutes des enquêtes, les interpréter et les prioriser. Les informations qui en sont rapportées sont donc données à titre indicatif et n'ont pas vocation à être généralisées.

¹ Rapport sur les problématiques ICLA, NRC, 2018

Méthodologie

2 LOCALITÉS D'ÉVALUATION, POUR DEUX PLANS DE RELÈVEMENT

La sélection des deux grandes localités d'évaluation a répondu à plusieurs critères: la présence de nombreux déplacés internes et retournés parmi les habitants, leur caractère informel et sous-intégré, et le fait qu'elles aient subi de nombreuses destructions. Une revue de la littérature couplée à des entretiens bilatéraux avec les acteurs du territoire de Bangui, ainsi que de nombreuses visites de terrain ont ensuite permis d'identifier le PK5 et le secteur Kokoro-Boeing Plateau comme les deux localités les plus pertinentes pour cette étude.

5 ATELIERS DE CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE, AFIN D'IDENTIFIER LES "BASSINS DE VIE" DES POPULATIONS

Cet exercice, mené avec des représentants de la société centrafricaine dans son ensemble², a permis de définir l'unité de territoire qui leur semblait la plus pertinente et importante dans leur vie quotidienne. Cette étape essentielle a ainsi permis de définir de manière concertée les frontières de territoires présentant une certaine cohérence socio-économique, et que l'on peut considérer comme des "bassins de vie".

Ce découpage permet non seulement d'acquiescer une meilleure compréhension des conditions de vie "effectives" des habitants, mais il devrait également servir d'unité de réflexion et d'action pour les interventions de relèvement que cette étude appelle de ses vœux. Il a également permis de mettre à jour les frontières de certains quartiers dont la délimitation faisait débat ou n'était pas encore actée, et d'identifier les services de bases les plus utilisés par la population.

124 ENQUÊTES SERVICES, AFIN D'ÉVALUER L'ÉCOSYSTÈME DE SERVICES LOCAUX À LA DISPOSITION DES HABITANTS

Ces entretiens menés auprès de gestionnaires de service ont permis d'évaluer les principales caractéristiques, contraintes et vulnérabilités des équipements en eau, en éducation et en santé disponibles dans les territoires. Les résultats de ces enquêtes ont également permis d'alimenter la carte interactive en ligne (<http://arcg.is/2rlopTB>). La localité est couverte par 48 enquêtes.

1 771 ENQUÊTES MÉNAGES, AFIN D'ÉVALUER LES PRINCIPAUX BESOINS EN SERVICE DES HABITANTS

Ces enquêtes de 30 minutes chacune cherchaient à couvrir toutes les facettes de la vie quotidienne des habitants³. Les ménages ont été sélectionnés aléatoirement, et de manière à obtenir des résultats représentatifs par zone ou "bassin de vie" avec un niveau de confiance de 95% et 5% de marge d'erreur. La localité est couverte par 695 enquêtes.

5 ATELIER DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE, AFIN DE PRÉSENTER, INTERPRÉTER ET PRIORISER LES RÉSULTATS DES ENQUÊTES SERVICES ET MÉNAGES

Des discussions de groupe avec des représentants des communautés locales ont eu lieu dans chaque bassin de vie couvert afin de présenter les résultats des évaluations, de les interpréter, et surtout de les prioriser. Ce sont les résultats de ces discussions qui ont alimenté, d'une part, les priorités sectorielles retenues dans ce plan; et d'autre part, l'atelier de planification institutionnelle.

1 ATELIER DE PLANIFICATION INSTITUTIONNELLE

Le 5 avril 2019, les acteurs humanitaires, les autorités gouvernementales et les fournisseurs de service³ ont été invités à se prononcer sur les résultats préliminaires de ces évaluations, afin de faire émerger des priorités institutionnellement valables et réalisables, et d'identifier les acteurs responsables de leur mise en œuvre.

¹ AGETIP-CAF, Direction Générale des Grands Travaux de la Mairie Centrale, Mairies d'arrondissement, AFD, OCHA, PUI, NRC, OXFAM, Cluster Eau, Hygiène Assainissement (EHA), IOM

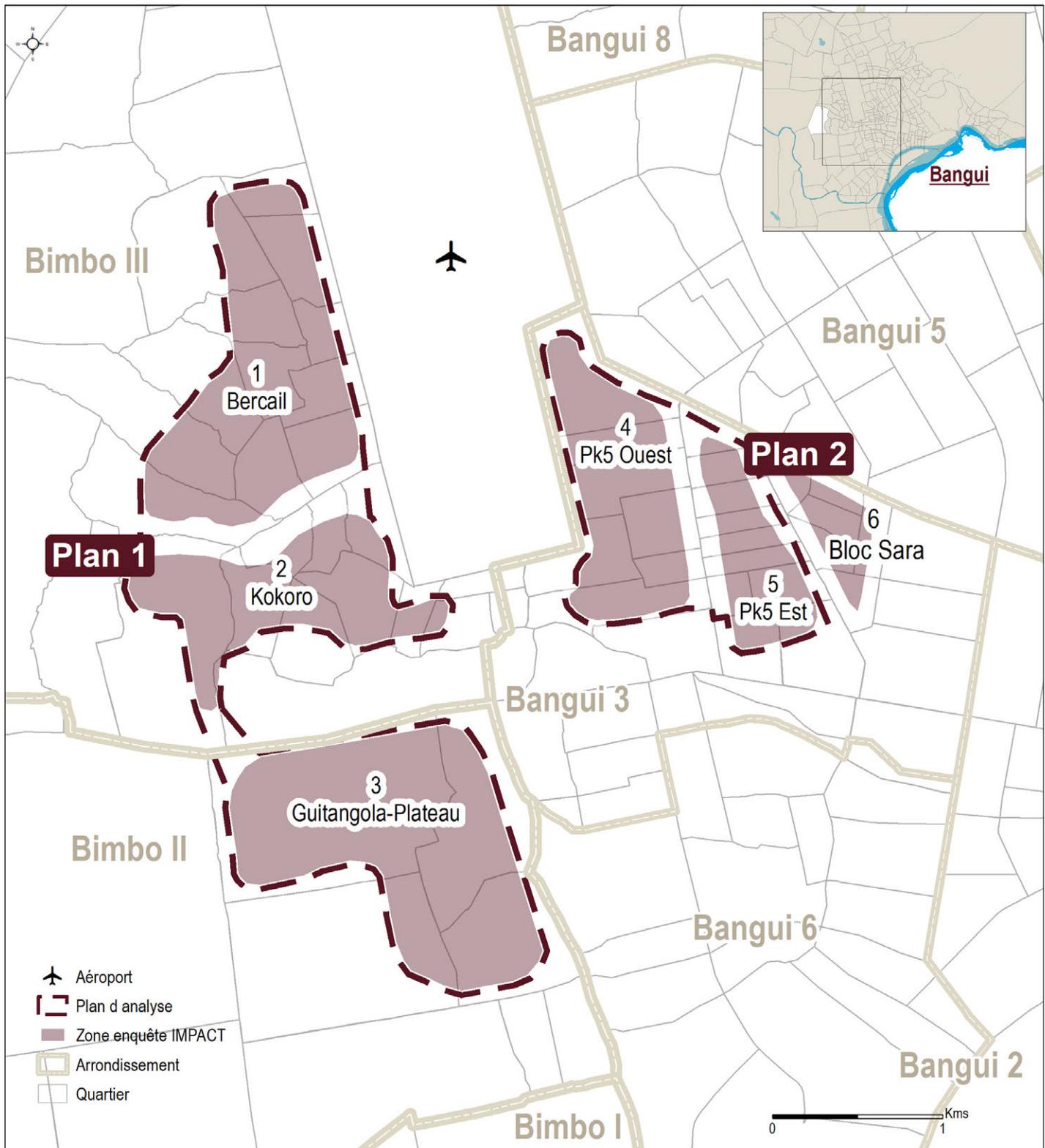
² Représentants des Femmes et des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation; Représentants des Jeunes; Chefs de quartier; Chefs de groupement; Représentant des déplacés; Représentants des retournés; Coordination des victimes.

³ Mairie centrale, Mairies d'arrondissement, Commissariat du 3ème, Conseil sécurité Urbaine, Min. Education et Min. Santé Publique, Dir. de l'Action humanitaire, SODECA, ANEA, OCHA, MINUSCA-CAS, DRC, PUI, ACTED

Carte des zones d'évaluation

CARTE 1: LOCALISATION DES LOCALITÉS ET DES BASSINS DE VIE ÉTUDIÉS¹

Les bassins de vie ou « zones de voisinage » constituent une unité de territoire présentant une cohérence socio-économique et des réseaux de relations prévisibles entre ses parties prenantes. Dans certains contextes, ces unités correspondent à des délimitations administratives. Dans d'autres, en particulier dans des contextes de crise, elles peuvent différer des limites administratives en vigueur et être reconnues par la ou les communauté(s) y résidant. Dans les zones urbaines cela peut être une zone de voisinage, tandis que dans les zones rurales cela peut correspondre à une vallée, ou une aire autour d'un point d'eau, etc.



¹ Le nombre d'enquêtes ménages effectuées dans chaque "bassin de vie" (marquées 1,2,3,4,5,6 sur cette carte) permet d'obtenir des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et 5% de marge d'erreur, pour chaque zone concernée (mis à part la zone 6 où les résultats sont donnés à titre indicatifs uniquement). Ce plan 2 concerne donc les zones 4 et 5.

Plan 2 : 3ème Arrondissement

BRÈVE DESCRIPTION DE LA LOCALITÉ

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE L'ARRONDISSEMENT

La mairie dépend de l'administration du territoire et de la Mairie Centrale. Elle n'est pas autonome financièrement, ni budgétairement, ni en termes de ressources humaines. Le personnel de la mairie est constitué du Maire, de 3 conseillers, ainsi que d'une secrétaire. L'arrondissement dépend sanitaire de la région 7, de la formation Sanitaire (FOSA) du centre Mamadou Mbaiki et de l'inspection éducative basée à Koudekou.

La Mairie est la seule institution étatique qui soit restée après les événements de 2013, ni les Forces de Sécurité Intérieure (FSI), ni les Forces Armées Centrafricaines (FACA), ni la Police, ni le Commissariat n'étant encore revenus.

LA ZONE 4, LE BLOC PK5 À L'OUEST DE L'AVENUE KOUDOUKOU

C'est historiquement là où se situe l'essentiel des services disponibles de la zone. Bordé à l'est par l'avenue Koudekou, la "profondeur" du bloc en direction de l'enceinte de l'aéroport constitue un véritable facteur d'insécurité pour les habitants de cette zone.

Nom du quartier	Nbre d'hab. estimé	Nom du quartier	Nbre d'hab. estimé
Fondo	1 500	Boulata	2 000
Yambassa	1 100	Gbaya-Ndombia I	2 100
Ramandji	1 200	Foulbé	750
Ouham-Guida	900	Gbaya-Ndombia II	780

10 330 Habitants estimés pour cet ensemble de quartiers¹

LA ZONE 5, LE BLOC PK5 À L'EST DE L'AVENUE KOUDOUKOU

Situé entre l'avenue Koudekou, à l'Ouest, et le canal à l'Est, ce territoire est traversé par l'avenue Idriss Deby.

Nom du quartier	Nbre d'hab. estimé	Nom du quartier	Nbre d'hab. estimé
Baya Km5	450	Yalao I	1 200
Senegalais	500	Yalao II	1 600
Camerounais Yaounde	600	Issongo	650
Camerounais Douala	500	Sangha Bibale	900

7 320 Habitants estimés pour cet ensemble de quartiers¹

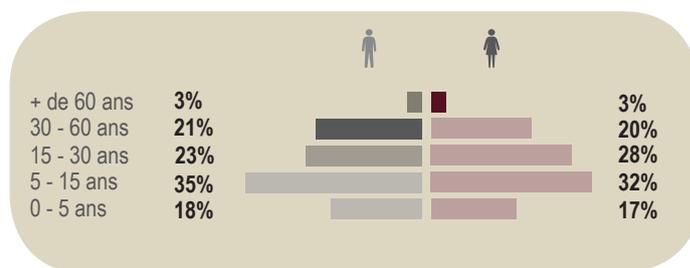
DÉMOGRAPHIE

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DE LA LOCALITÉ ÉVALUÉE

➤ **17 650** Nombre estimé d'habitants vivant dans la localité

8 Membres: taille moyenne des ménages

PYRAMIDE DES AGES DE LA POPULATION DE LA LOCALITÉ ÉVALUÉE



➤ **76%** De la population a moins de 30 ans

50% De la population a moins de 15 ans

17% De la population est en bas-âge (moins de 5 ans)

PROPORTION DE MÉNAGES AVEC AU MOINS UN MEMBRE AYANT DES BESOINS SPÉCIFIQUES



➤ **95%** Des ménages ont un enfant au moins

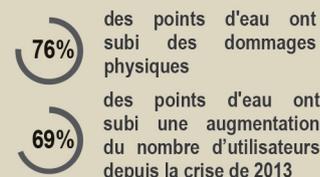
¹ Les estimations de population ont été fournies par les autorités locales (chefs de quartiers, chefs de groupement et parfois Mairie d'Arrondissement) et ne sont pas le résultat d'un recensement récent.

Eau et assainissement

CARTE 2: LOCALISATION DES POINTS D'EAU DISPONIBLES



POINT DE VUE DES GESTIONNAIRES DE SERVICES¹



Etat des points d'eau évalués

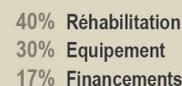


UN POINT D'EAU EST UTILISÉ PAR 377 PERSONNES EN MOYENNE

Mode de gestion des points d'eau



Principales actions évoquées pouvant rendre le service plus efficace:



LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU À BANGUI

La distribution d'eau se fait par branchement individuel, ou par distribution par Kiosques Bornes Fontaines (KBF), gérés par la SODECA. Les KBF répondent à un système de gestion qui s'appuie sur des gestionnaires affectés à chaque KBF, qui facturent l'eau consommée aux usagers et reversent le revenu à la SODECA. La SODECA facture l'eau 210 XAF/m³, aussi bien aux branchements individuels qu'aux gestionnaires des KBF.

La SODECA dispose d'un contrat d'affermage avec l'Etat pour gérer les installations de distribution d'eau dans la ville de Bangui. **Elle n'a pas vocation à opérer des investissements sur le système de manière autonome.** Développés pour répondre aux besoins d'une ville de 500 000 habitants, la capacité des équipements est aujourd'hui très en deçà des besoins croissants liés à un doublement de la population et au non-replacement des équipements de captage, de filtrage, de pompage et de distribution dans la ville.

La SODECA estime par ailleurs que sa capacité de distribution de 1000 m³ par jour est **réduite de moitié par les pertes.**

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes "service" administrées auprès des 29 gestionnaires des points d'eau évalués et ce sont donc des données déclaratives.

LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE L'EAU EN BOUT DE RÉSEAU

En bout de réseau et où le maillage est peu dense, le système est complété par un système de puits alimentés par les nappes phréatiques de surface, ainsi que de forages plus profonds, dont le développement est sous la responsabilité de **l'Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement.**

ASSAINISSEMENT

En l'absence d'un schéma directeur d'urbanisation, les quartiers se sont développés de manière anarchique, et les infrastructures d'évacuation des eaux pluvieuses manquent.

La gestion des déchets reste un secteur sous développé et largement cantonné au niveau des marchés. Les drains sont régulièrement utilisés comme des dépotoirs à ordures.

Eau et assainissement

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA DISTRIBUTION D'EAU DANS LA LOCALITÉ ETUDIÉE

L'impact de la crise sur le réseau de la SODECA et les KBF a été particulièrement important dans le 3ème. **La situation sécuritaire** pose la question de la faisabilité d'opérations de réhabilitation et de recouvrement des coûts dans la mesure où une partie de la population a pris l'habitude de bénéficier d'un accès gratuit à l'eau. A ce titre, le projet de branchements sociaux financé par la Banque Africaine de Développement est emblématique. Celui-ci prévoyait la mise en place de 300 branchements sociaux (à moindre coût) pour des ménages du 3ème arrondissement, mais seuls 100 ont souhaité en bénéficier¹.

PRINCIPALES SOURCES D'EAU UTILISÉES PAR LES MÉNAGES EN FONCTION DES USAGES²



Principales contraintes exprimées vis-à-vis de l'accès à l'eau

- 36% Mauvaise qualité
- 27% Disponibilité de l'eau
- 20% Distance³

18%

Des ménages citent les **problèmes d'eau et d'assainissement** comme le plus grand problème posé à leur communauté

Types de dysfonctionnement et principales raisons d'insatisfaction:

DISTANCE ET FAIBLE DISPONIBILITÉ DE L'EAU⁴

Les ménages du 3ème sont raccordés au réseau de ville SODECA, mais ils déplorent des **coupures fréquentes** pouvant durer de 2 à 4 semaines d'affilée, ce qui diminue la pertinence des KBF présentes sur le territoire. Les **actes de vandalisme** ont également un impact majeur sur l'état des KBF et sur l'efficacité du réseau en général, avec des prélèvements sauvages continus sur les conduites et des gérants auto-proclamés de ces points d'eau.

MAUVAISE QUALITÉ ET POLLUTION DE L'EAU⁴

L'eau du robinet est notoirement remplie de microbes en tous genres, et est source de maladies telles la fièvre typhoïde. Des facteurs conjoncturels expliquent cette mauvaise qualité: la **présence de corps** jetés dans certains puits pendant les conflits, ainsi que la proximité de la nappe phréatique de surface avec les latrines creusées sans mécanisme d'isolement, et enfin la saison pluvieuse qui inonde et pollue les nappes phréatiques

ASSAINISSEMENT DE BASE^{2,4}

88% des ménages déclarent disposer de latrines au sein de leur parcelle. Leur construction relève majoritairement du domaine privé, ce qui explique le non-respect de certaines normes. La densité de la population du 3ème arrondissement et le dynamisme de son économie marchande se traduisent par une production de déchets supérieure à la moyenne de la ville de Bangui. En l'absence d'un système véritablement structuré de gestion des déchets, les drains sont régulièrement utilisés comme des dépôts d'ordures, engendrant des risques de débordement.

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE L'EAU

Intervention / Activité pour l'EAU	Stratégie pour l'EAU
Court terme	
Entretien et réhabiliter les puits et les forages	Soutenir et créer des comités de gestion des points d'eau à usage communautaire pour leur entretien et réhabilitation: appui à la structuration et aux élections des comités, formations d'artisans réparateurs; dotation en kits de maintenance, dont des pièces d'usure. Mise en place d'une stratégie de suivi et d'accompagnement des comités pour s'assurer d'une bonne appropriation du projet.
Moyen terme	
Réparer les conduites endommagées.	Mettre en place une gouvernance locale de l'eau en impliquant tous les acteurs (SODECA, les autorités locales du 3ème, les groupes armés et les acteurs extérieurs du secteur de l'eau) pour 1) favoriser et sécuriser le redéploiement des agents de la SODECA et les réparations nécessaires, et 2) ré-introduire pacifiquement le système de gestion commerciale de l'accès à l'eau, notamment au travers d'un forum décisionnel pour le prix local de l'eau. Un appui de la section génie civil de la MINUSCA et des CIMIC pourrait être envisagé pour favoriser l'accès de la SODECA. Parallèlement, les ONG du cluster WASH et l'UNICEF pourraient être sollicitées pour appuyer la mise en oeuvre.
Construire des KBF supplémentaires dans les zones à ré-urbaniser	
Assurer le retour du système des branchements commerciaux	
Long-terme	
Réhabiliter et étendre le réseau d'adduction en eau potable de la ville de Bangui et remplacement des installations en amont (station de pompage et de filtrage)	Assurer un plaidoyer porté par la ville de Bangui et un portage politique autour du schéma directeur pour l'alimentation en eau potable à Bangui en République Centrafricaine ¹ , réalisé en 2016, qui doit servir de référence aux interventions de ce secteur mais demeure sous-financé
Fournir une assistance technique à la SODECA et à la Mairie de Bangui pour la mise en oeuvre du schéma directeur pour l'alimentation en eau potable à Bangui	
Permettre aux acteurs locaux de faire du plaidoyer pour les questions Eau Hygiène et Assainissement (EHA) de leur territoire	Améliorer les capacités d'auto-financement des acteurs locaux pour qu'ils puissent s'engager auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à hauteur de 5% minimum (en suspens de la loi portant sur la décentralisation)

¹ Entretien avec le personnel technique de la SODECA

² Ces données sont le résultat des 650 enquêtes ménages menées dans la localité.

³ La "distance" a ainsi été rapportée comme une contrainte par 30% des ménages de la zone 4, contre seulement 7% dans la zone 5.

⁴ Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone

Eau et assainissement

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT

Intervention / Activité pour l'ASSAINISSEMENT	Stratégie pour l'ASSAINISSEMENT
Court terme	
Sensibiliser la population aux risques sanitaires liés au dépôt sauvage de déchets	Mener des campagnes de sensibilisations portées par la Mairie centrale et du 3 ^{ème} avec l'appui de partenaires extérieurs
Moyen terme	
Soutenir la Mairie du 3 ^{ème} arrondissement dans la levée de taxes liées à la gestion des marchés	Mettre en place ou renforcer des campagnes de sensibilisation au niveau des usagers des marchés, couplée d'un renforcement des capacités de la Mairie pour une meilleure gestion
Améliorer la gestion locale des déchets	Proposer et soutenir des programmes ONG en Activités Génératrices de Revenu (AGR) axées sur la création de valeur autour de l'intégralité de la filière déchet: mise en place d'une stratégie de collecte, de transport (système d'investissement léger dans des tricycles géré par la Mairie, avec des ramasseurs recrutés localement) et traitement de déchets (valorisation) dans les localités cibles en associant ou en créant des petits groupements d'activités.
Mettre en place un système de ramassage des ordures ménagères géré par la Mairie du 3 ^{ème} arrondissement	Mettre en place un système d'investissement léger dans des tricycles avec création d'emploi pour des ramasseurs recrutés localement
Assurer un curage et un entretien régulier des drains secondaires et tertiaires	Soutenir des Travaux à Haute Intensité de Main d'oeuvre (THIMO) pilotés par la Mairie et par les acteurs humanitaires
Long-terme	
Densifier le réseau de collecteurs primaires et secondaires	Réaliser des travaux de creusement de collecteurs avec la méthodologie THIMO
Assurer la gestion municipale des ouvrages de collecte et d'évacuation des eaux (entretien, maintenance, réhabilitation)	Mettre en place un fond pour la gestion des ouvrages au niveau de la Mairie centrale

¹ Entretien avec le personnel technique de la SODECA

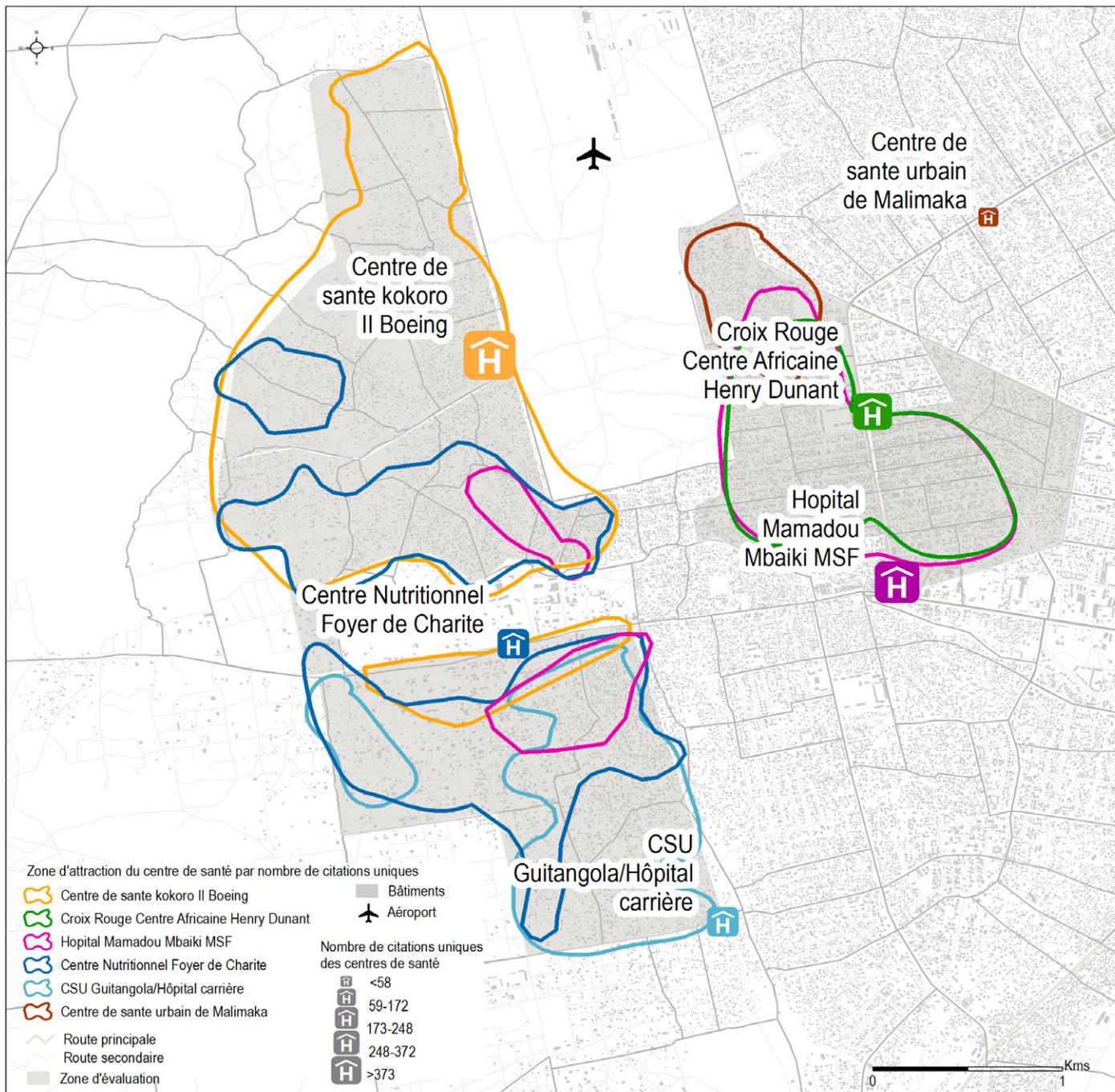
² Ces données sont le résultat des 650 enquêtes ménages menées dans la localité.

³ La "distance" a ainsi été rapportée comme une contrainte par 30% des ménages de la zone 4, contre seulement 7% dans la zone 5.

⁴ Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone.

Santé

CARTE 3: ZONES D'ATTRACTION DES 8 CENTRES DE SANTÉ LES PLUS CITÉS PAR LES MÉNAGES



LE POINT DE VUE DES GESTIONNAIRES DES SERVICES DE SANTÉ¹

- 1/3** Des centres de santé évalués ont accès à un point d'eau
- 1/3** Des centres de santé évalués ont subi des destructions
- 2/3** Des centres de santé évalués ne sont pas soutenables en raison de l'insolvabilité de leurs patients

Principales contraintes rapportées par les gestionnaires de service

1. Manque de ressources financières
2. Manque d'équipement
3. Manque de médecins

1 Médecin qualifié pour **15** personnes de support

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes "service" administrées auprès des gestionnaires des 3 centres de santé évalués, ce sont donc des données déclaratives, données à titre indicatif.

INTERPRÉTATION DES ZONES D'ATTRACTION²

La zone d'attraction peut être définie comme la "zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service": il s'agit donc d'une **projection géographique de l'attractivité territoriale d'un service**.

On constate une assez forte localisation de la demande de service de santé, les ménages du 3ème se font soigner en grande majorité dans le 3ème arrondissement. Certains centres comme MSF "débordent" de leur zone naturelle, ce qui semble indiquer leur pouvoir d'attraction supérieur.

On mettra également en perspective la distance moyenne entre les ménages et le centre de santé cité qui est de 1,3 km.

² Les zones d'attraction sont créées à partir des citations géolocalisées et uniques des 1 771 ménages enquêtés

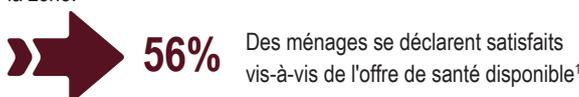
Santé

INTERPRÉTATION DES ZONES D'ATTRACTION

TYPE DE SERVICE LE PLUS FRÉQUEMMENT UTILISÉ PAR LES MÉNAGES :



Le type de service utilisé dépend fortement du type de service disponible dans la zone.



Ce résultat peut également s'interpréter dans une certaine mesure comme le niveau de satisfaction des ménages vis-à-vis des deux centres très importants (en termes de nombre de citations uniques et de la taille de la zone d'attraction) que sont l'**hôpital Mamadou Mbaiki** (Médecin Sans Frontière (MSF)) et le **Centre Croix Rouge Henry Dunant** (MSF).

PROBLÉMATIQUES SPÉCIFIQUES AU 3ÈME ARRONDISSEMENT²

Certaines problématiques spécifiques au 3^{ème} arrondissement sont apparues lors des ateliers de planification communautaire. Certains participants ont ainsi soulevé des **problématiques d'ordre sécuritaire**, avec des patients se rendant parfois armés dans les centres de santé afin d'obtenir des meilleurs traitements.

Des **facteurs religieux** ont également été mis en avant, certains patients rapportant ne pas vouloir se faire soigner par du personnel d'une autre religion.

PRINCIPAUX MOTIFS DÉCLARÉS D'INSATISFACTION¹

30% des ménages reportent le **manque d'équipement** comme leur source principale d'insatisfaction.

28% des ménages jugent la **qualité des soins** comme très problématique, avec des cas rapportés de fautes médicales lourdes ayant entraîné la mort de certains patients, en raison d'un manque de formation et de compétence.

L'**accueil** des patients et l'**éthique** du personnel soignant ont été également pointés du doigt à de nombreuses reprises. Il a ainsi été rapporté que certains professionnels de santé conditionnaient systématiquement leur traitement à l'achat d'un certain type de médicaments.

12% enfin des ménages considèrent la **durée d'attente** comme leur principale source d'insatisfaction.

DÉPENSES LIÉES AU SECTEUR DE LA SANTÉ



Les ménages situés dans la médiane inférieure de revenu dépensent en moyenne **11 300 XAF**, alors que les ménages situés dans la médiane supérieure de revenu y consacrent en moyenne **18 000 XAF** par trimestre.

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ

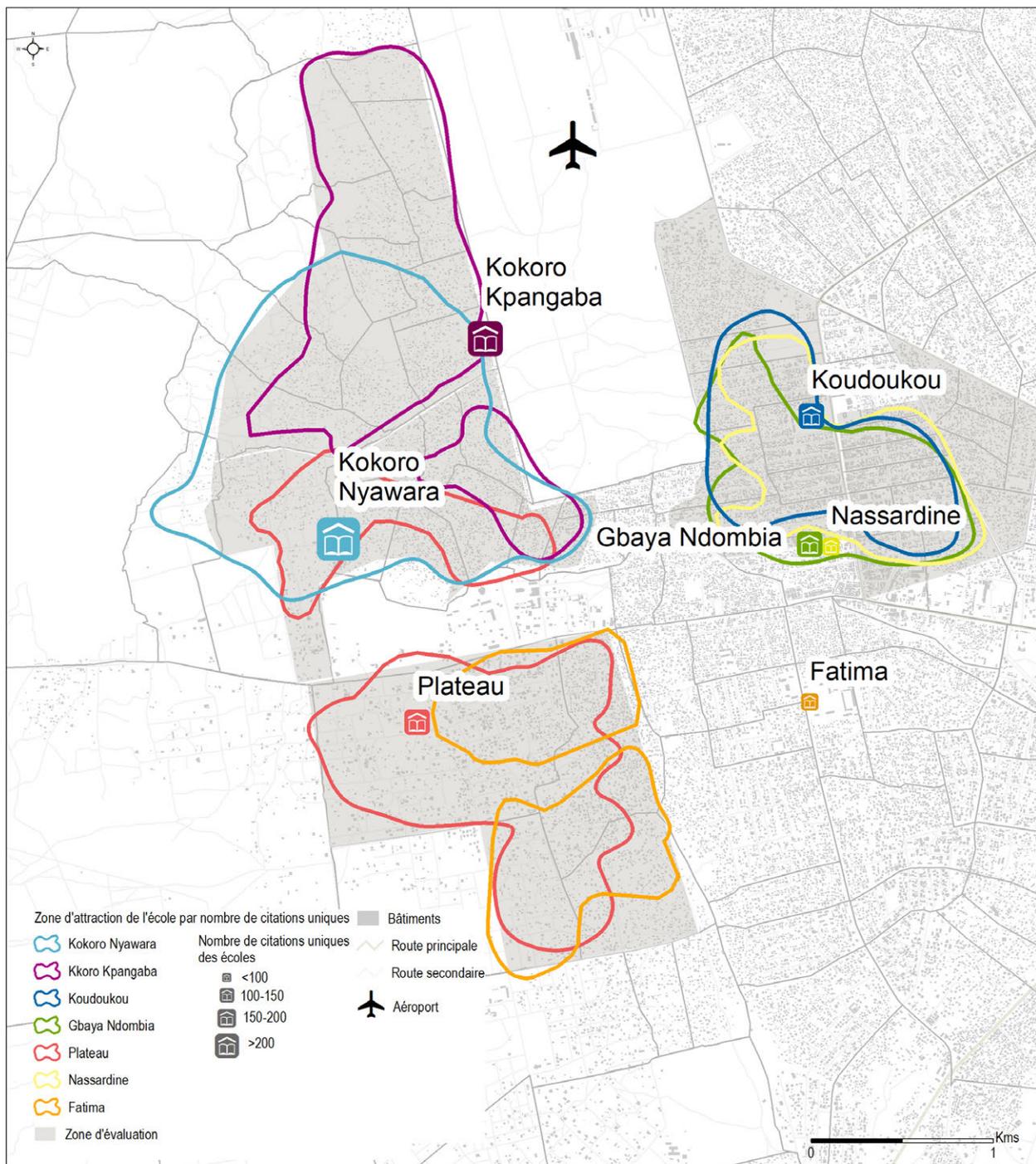
Intervention/ activité	Stratégie
Court terme	
Former des personnels de santé en déontologie et dans les principes de bon accueil, afin de contrer les dérives professionnelles rapportées	Renforcer les capacités de la direction de la communication du Ministère de la santé publique
Améliorer les mécanismes de suivi de tous les personnels de santé	Renforcer les capacités du Ministère de la santé publique dans le contrôle et le suivi
Moyen terme	
Construire un complexe pédiatrique afin de satisfaire les besoins de la population en bas-âge très importante (20% de la population a moins de 5 ans)	Appuyer le plaidoyer des acteurs locaux auprès de leur Formations Sanitaires (FOSA), des PTF et des ONG internationales présentes dans le secteur de la santé
Mettre en place un système incitatif pour encourager le personnel formé à travailler dans les structures de santé publiques du 3ème arrondissement	Créer un comité local pour la recherche de personnel local qualifié. Assurer un plaidoyer spécifique auprès de la Direction Régionale de Santé n°7, envisager l'appui de MSF avec un portage politique local
Améliore les soins fournis	Assurer une meilleure formation du personnel soignant en le recyclant, notamment via des programmes de coopération décentralisée <i>ad hoc</i>
Dégager des emprises foncières pour la construction de nouveaux centres de santé	Sensibiliser la Mairie du 3 ^{ème} sur leurs prérogatives dans ce domaine et le rôle de médiateur qu'elle peut jouer
Long terme	
Préparer l'après-ONG avec transfert de compétences et de matériel des ONG médicales aux institutions locales	Mettre en place et poursuivre le dialogue sectoriel entre les autorités et les partenaires de l'aide, décliné au niveau local

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 650 ménages du Plan 2

² Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone

Éducation

CARTE 4: ZONES D'ATTRACTION DES 8 ÉCOLES LES PLUS CITÉES PAR LES MÉNAGES



LE POINT DE VUE DES GESTIONNAIRES DES ÉCOLES¹

47% des écoles sont "dysfonctionnelles"

93% des écoles ont des difficultés à couvrir leurs frais de fonctionnement

58% des écoles sont en "sur-utilisation"

Principales contraintes de fonctionnement rapportées

1. Manque d'équipement
2. Manque de ressources financières
3. Manque de fournitures

57% des écoles ont des difficultés financières en raison du manque de solvabilité des parents d'élève.

INTERPRÉTATION DES AIRES D'ATTRACTION DES ÉCOLES²

La zone d'attraction peut être définie comme la "zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service": il s'agit donc d'une **projection géographique de l'attractivité territoriale d'un service**.

On peut constater une **forte localisation de la demande** de service d'éducation, qui est corroborée par le fait que **96%** des ménages³ rapportent que leur enfants se rendent à pied à l'école, avec une distance moyenne parcourue de **1,2km**.

¹ Ces données sont le résultat de enquêtes "service" administrées auprès des gestionnaires des des 15 écoles évaluées et sont donc des données déclaratives.

² Les zones d'attraction sont créées à partir des citations géolocalisées et uniques des 1 771 ménages enquêtés

³ Question posée uniquement aux 96% ménages ayant déclaré avoir des enfants.

Éducation

LE POINT DE VUE DES MÉNAGES SUR L'OFFRE D'ÉDUCATION¹

UNE SCOLARISATION QUI NE VA PAS DE SOI

- 28%** des enfants ne sont pas scolarisés
- 86%** des ménages déclarent avoir des difficultés à couvrir les frais d'éducation.
- 60%** des ménages ne scolarisent pas leur enfant en raison d'un manque de ressources financières
- 16 350 XAF** Moyenne des dépenses liées à l'éducation par enfant par an

PRINCIPAUX MOTIFS D'INSATISFACTION DÉCLARÉS DES MÉNAGES

➤ 1 ménage sur 2
se déclare satisfait de l'offre éducative

Parmi les ménages ayant déclaré être "peu", "pas" ou "moyennement" satisfaits de l'offre éducative; la **mauvaise qualité** de l'enseignement constitue la première cause d'insatisfaction pour **38%** des ménages. On pourra citer pour l'expliquer: le manque de formation des professeurs et le grand nombre de maîtres parents; mais aussi l'absentéisme des professeurs du public notamment. Ce sont enfin les **classes surchargées (17%)** qui sont source de mécontentement, avec des salles de classe où l'on dénombre régulièrement plus de 70 élèves.

DIFFÉRENCE ENTRE LE SECTEUR PRIVÉ ET PUBLIC

UNE DIFFÉRENCE DE SATISFACTION MARQUÉE

77% des ménages envoyant leurs enfants dans le privé s'estiment "satisfaits" ou "très satisfaits" de l'offre de service éducatif, contre **32%** des ménages avec des enfants dans le public.

UNE INSCRIPTION PAR DÉFAUT DANS LE PUBLIC ET PAR CHOIX DANS LE PRIVÉ

Les écoles privées incarnent aux yeux des ménages la qualité et la rigueur, et l'inscription des enfants y est un palliatif à la **mauvaise qualité** de l'enseignement public (raison citée à **38%**), à ses **classes bondées (20%)** et à l'**insécurité** qui y règne (**15%** des ménages). Il semblerait à ce titre que les écoles publiques soient plus affectées par le sécuritaire et ont plus rapidement tendance à fermer leurs portes.

DIFFÉRENCES DE REVENUS ENTRE LES PARENTS D'ÉLÈVES

80 100 XAF

revenu mensuel (rapporté) des ménages envoyant leurs enfants exclusivement dans le **privé**

55 000 XAF

revenu mensuel (rapporté) des ménages envoyant leurs enfants exclusivement dans le **public**

Focus sur les raisons motivant l'absentéisme des professeurs²:

- la distance qui les sépare des écoles
- le manque d'encadrement et de sanctions
- le fait d'exercer plusieurs métiers à la fois

PRIORITÉS RETENUES POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Intervention/ activité	Stratégie
Court terme	
Améliorer la qualité de l'enseignement fourni	Recycler tous les maîtres-parents et enseignants des écoles Gbaya Ndongbia, Nassardine et Koudoukou
Lutter contre l'absentéisme des professeurs	S'assurer d'un recrutement local d'enseignants et de maîtres parents. Sensibiliser les directeurs d'écoles sur leur rôle de suivi, et assurer des inspections plus régulières de la part des services déconcentrés de l'Etat et de l'académie de Koudoukou en particulier
Moyen terme	
Améliorer les mécanismes de prise en charge et d'accompagnement des maîtres-parents	Renforcer les capacités de l'association nationale des Parents d'Elève de Centrafrique, qui chapeaute et structure ces associations souvent bien organisées et dynamiques
Améliorer la qualité de l'enseignement fourni	Mener un plaidoyer des acteurs locaux pour obtenir plus de fournitures scolaires
Améliorer le recrutement et la gestion de carrière des enseignants	Mener un plaidoyer auprès du ministère de l'éducation pour « l'intégration » des professeurs dans la fonction publique, ce qui les rendrait plus réguliers et plus impliqués
Long terme	
Inciter les jeunes à devenir enseignants.	Mener des campagnes de sensibilisation sur le rôle moteur et citoyen des enseignants
Construire des écoles publiques supplémentaires en prévision de l'explosion démographique à venir (17% de la population à moins de 5 ans)	Sensibiliser et mener un plaidoyer accru auprès des PTF sur l'importance de cette thématique dans la localité
Dégager des emprises foncières pour la construction de nouvelles écoles	Sensibiliser la Mairie du 3 ^{ème} sur leurs prérogatives et le rôle de médiateur qu'elle peut jouer
Améliorer le niveau de formation de la population avec des écoles d'adultes	Faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'enseignement technique et de l'alphabétisation

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 650 ménages de la localité concernée. Les questions de cette section ont été uniquement posées aux 96% ménages ayant déclaré avoir des enfants.

² Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone

Développement économique

DESCRIPTION DU TISSU ÉCONOMIQUE

LE "CONTINUUM" MARCHAND DE PK5...

Le 3ème arrondissement de Bangui et plus particulièrement le marché du PK5 est souvent considéré comme le poumon économique de Bangui, et par extension du pays. C'est un espace commercial majeur et d'un dynamisme économique certain, malgré une situation sécuritaire souvent tendue. Le marché de PK5 est constitué de plusieurs marchés qui se sont au fil du temps agglomérés; avec du Nord au Sud: les marchés Sambo, Sénégalais, PK5, Mamadou Mbaiki, et enfin Kokoro.

... QUI NE DOIT PAS MASQUER UN ENCLAVEMENT CERTAIN.

Malgré le dynamisme économique autour de l'avenue Koudoukou, les deux zones 4 et 5 restent néanmoins très enclavées notamment en raison de l'insécurité latente liée aux groupes armés. Cela grève notamment la libre circulation des personnes et des marchandises au sein même des quartiers.

PRINCIPALES SOURCES DE REVENUS:¹

- 51% Petit commerce
- 19% Travaux manuels
- 5% Conducteur
- 5% Fonctionnaire

On notera également que **9 ménages sur 10** trouvent leurs sources de revenus dans leur arrondissement: ce qui montre une **très forte localisation du bassin d'emploi**.

LES ACTIVITÉS DU SECTEUR TERTIAIRE SONT:^{2,3}

La vente de produits de première nécessité, des produits alimentaires divers, la restauration, mini-pharmacies, vente de produits maraîchers, la vente de crédit téléphonique, la mécanique automobile, les salons de coiffure, la menuiserie et la soudure.

Le **secteur secondaire est quasi-inexistant**, notamment parce qu'il demande des capacités productives et des investissements importants, rentables uniquement sur le moyen et long terme, ce que le contexte sécuritaire volatile entrave dans une certaine mesure.

Contraintes les plus fréquemment rencontrées dans la recherche de revenus :¹

- Manque de capital pour monter une affaire **24%**
- Manque d'opportunités de travail **18%**
- Manque de sécurité **15%**
- Problèmes de santé **15%**

Note: La désagrégation par genre ou par statut de déplacement ne donne pas lieu à une différence significative pour cette question

PRIORITÉS RETENUES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

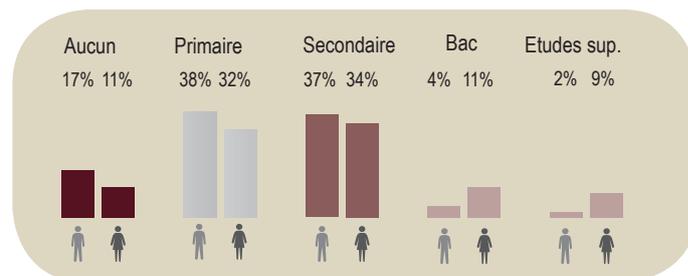
Intervention/ activité	Stratégie
Soutenir les mécanismes préexistants de prêt basés sur la solidarité et la confiance, et construire à partir du réseau associatif existant	Favoriser l'accompagnement et le développement des démarches de caisse de résilience et d'épargne crédit villageois (AVEC).
Faire mieux coïncider l'offre et la demande de formation afin de diminuer le déphasage	Faire une étude à l'échelle régionale des filières économiques afin d'adapter les cursus de formation existant.
Assurer une montée en gamme des filières économiques existantes	Renforcer et faciliter l'accès à l'offre de micro-crédit; faire une étude par filière économique à l'échelle régionale afin de repérer les domaines à forte valeur ajoutée.
Promouvoir les filières manuelles et techniques à fort potentiel d'emploi	S'assurer des perspectives locales d'insertion sur le marché en amont des créations d'AGR
Renforcer l'offre de formation en négoce	Appuyer les centres de formation existants pour les techniques de négoce

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 650 ménages de la localité concernée.

UNE POPULATION JEUNE ET EN MANQUE DE FORMATION

NIVEAU DE FORMATION DES MÉNAGES, PAR GENRE

Alors que **76%** de la population a **moins de 30 ans**, on constate un niveau général d'éducation assez bas, et légèrement en faveur de la population masculine¹.



La population jeune est particulièrement touchée par le manque d'opportunités de formations professionnelles et techniques. Par ailleurs, le système éducatif produit des diplômés dans des spécialités saturées et peu recherchées par les entreprises, alors que des compétences techniques demandées par des entreprises locales demeurent déficitaires. Ce **décalage** explique en partie le chômage de masse qui touche aussi bien les jeunes diplômés que les jeunes sans instruction².

UN TISSU ASSOCIATIF TRÈS DENSE ET À VOCATION ÉCONOMIQUE

Un tiers¹ des ménages fait partie d'une association, avec une trame beaucoup moins confessionnelle qu'à Bimbo III. Si certaines de ces associations sont des regroupements économiques en tant que tels, et par corps de métier (saponification, tailleurs...); beaucoup des autres associations recensées (religieuses, femmes, jeunes) recouvrent également des fonctions de tontine, dans leur double "utilité" de solidarité (d'assurance) et de prêt, notamment pour commencer une nouvelle activité économique³.

Certaines associations de jeunes imposent une cotisation hebdomadaire de 1 000 XAF qu'elles redistribuent par "lot" de 50 000 ou 100 000 XAF selon un calendrier établi à tour de rôle, ou par loterie³.

² Etude Socio-économique ACTED, 2018

³ Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone

Moyens de subsistance

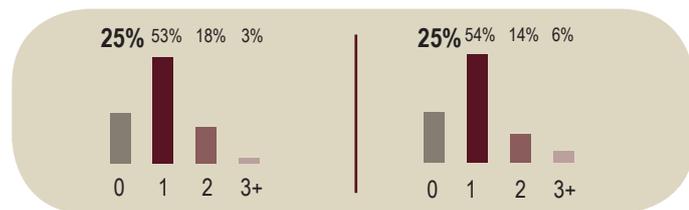
➔ **36%** des ménages citent le manque de revenus et les difficultés financières comme le plus grand problème posé à la communauté

Malgré le dynamisme économique et commercial de l'arrondissement, toute la population ne bénéficie pas des retombées économiques. Couplé à **l'enclavement urbain** dont ont été victimes les quartiers du PK5 pendant les années qui ont suivi la crise, certains besoins sont donc conséquents malgré un revenu moyen assez élevé comparativement à Bimbo III.

ZONE 4, LE BLOC PK5-OUEST

ZONE 5, LE BLOC PK5-EST

Nombre de travailleurs actifs par ménage, par zone



Revenu mensuel moyen des ménages, par zone, en XAF

56 000

76 000

Dépenses mensuelles moyennes par ménage, par zone, en XAF

47 600

61 000

% des ménages réussissant à économiser à la fin du mois

73%

71%

% des ménages ayant emprunté de l'argent au cours de l'année précédente

30%

26%

Désagrégation des revenus des ménages en fonction du genre du chef de ménage, au niveau de la localité

Ménages dirigés par des hommes
71 000 XAF

Ménages dirigés par des femmes
59 000 XAF

POSTES DE DÉPENSES ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSE TEL QUE DÉCLARÉ PAR LES MÉNAGES¹

34% Alimentation
22% Santé
19% Education des enfants
13% Loyer

La part du loyer augmente pour les ménages locataires pour occuper un quart de leur budget

STRATÉGIES UTILISÉES POUR COUVRIR LES FRAIS DU MÉNAGE²

44% Réduction de la quantité et qualité de la nourriture
28% Dépenses sur les économies
10% Emprunt d'argent

➔ **4%** Proportion des ménages où les enfants contribuent de manière significative aux revenus (contre 12% à Bimbo III)

PRINCIPALE SOURCE D'EMPRUNT DES MÉNAGES

Famille, ami **63%**
Tontine **21%**
Professionnel **3%**

29% des ménages ont emprunté au cours de l'année précédente

ASSISTANCE

L'accès humanitaire au 3ème est globalement bon et dans l'ensemble les groupes armés comprennent l'utilité des programmes humanitaires³. Les AGR et les activités THIMO proposés par les ONG sont salués par la population, qui souhaitent que ces activités soient déployées à plus grande échelle. Par contre, la revente des kits de lancement est aussi identifiée comme une problématique récurrente qui entrave la durabilité et la viabilité financière des interventions.

➔ **20%** des ménages déclarent recevoir de l'aide de la part de proches.

➔ **18%** des ménages déclarent recevoir de l'aide de la part d'associations locales, de groupes communautaires ou religieux.

Principaux types d'assistance reçus par les ménages⁴

27% Activités Génératrice de Revenus (AGR)
23% Biens alimentaires
17% Argent
16% Aide au logement

PRIORITÉS RETENUES POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET L'ASSISTANCE

Intervention/ activité	Stratégie
Réduire la pauvreté urbaine de manière multisectorielle	Intensifier les Travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (THIMO) et "cash for work"
Promouvoir une économie nourricière basée sur des activités agricoles de qualité et de proximité pour garantir la stabilité des prix et favoriser la sécurité alimentaire	Promouvoir les AVEC et le micro-crédit à vocation agricole, Promouvoir et soutenir les AGR à vocation agricole
Réduire les frustrations et les attentes vis-a-vis des programmes humanitaires	Améliorer la transparence des processus de sélection des bénéficiaires AGR par les ONG et les autorités impliquées. Ne pas passer uniquement par les Chefs de Quartiers, mais également par la Mairie qui doit être une interface à privilégier Appuyer le partage accru des information entre les acteurs du territoire au niveau local
Réduire les risques de revente des kits par les bénéficiaires	Mener des campagnes de sensibilisation auprès des bénéficiaires et leur réseau social

¹ 34% des ménages ont ainsi rapporté "l'alimentation" comme étant leur principal poste de dépense.

² Question uniquement posée aux ménages ayant répondu ne pas pouvoir couvrir ou couvrir avec difficulté les dépenses du ménage grâce à leur source de revenu (90% des ménages)

³ Entretien informels avec des membres de 3 groupes armés rencontrés lors des enquêtes

⁴ Question uniquement posée aux ménages ayant reçu de l'assistance (118 occurrences)

Logements, terre et biens (LTB)

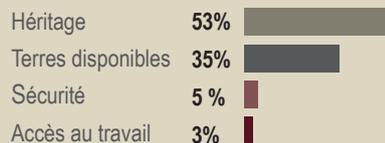
UNE CRISE HUMANITAIRE INSCRITE DANS UNE CRISE URBAINE

Au pic de la crise il n'y avait plus que 300 personnes vivant dans le Bloc PK5, et était devenue une véritable **enclave**. Le territoire a subi des destructions majeures tant en termes d'habitat que de services de base, et certains quartiers comme le Bloc Sara restent encore majoritairement inhabités. Dans d'autres quartiers moins touchés par les destructions, des maisons appartenant à des déplacés sont occupées par des d'autres déplacés internes ou migrants, qui « **squattent** » ces habitations¹. Le retour des déplacés dans le 3ème arrondissement, notamment des anciens locataires, présente également une opportunité économique pour les propriétaires qui peuvent réclamer des loyers élevés, dans la mesure où la demande demeure plus importante que l'offre de logement dans cette zone.

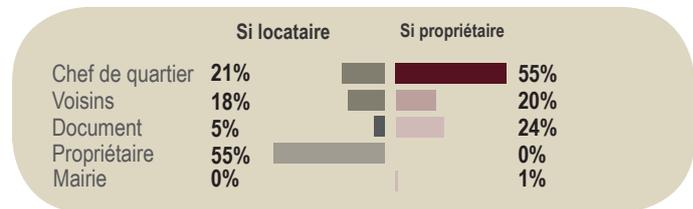
FOCUS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES RETOURS PAR UNE ASSISTANCE EN ABRIS :

Les modalités de l'action humanitaire doivent donc s'adapter à une situation où la vulnérabilité des déplacés souhaitant se réinstaller se posent non seulement en termes socio-économiques, **mais aussi en termes fonciers**. Ceci concerne aussi bien les déplacés ne disposant pas de titre foncier pour la maison dont ils étaient propriétaires que les ménages locataires d'une maison détruite, qui représentaient plus d'un tiers des déplacés du camp de Bangui M'poko en 2016². Certains habitants posent ainsi la réurbanisation³ des quartiers comme une condition préalable au retour.

RAISONS D'INSTALLATIONS EXPRIMÉES, SI PROPRIÉTAIRES

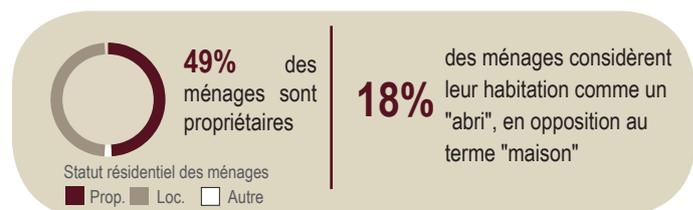


SOURCE D'AUTHENTIFICATION DU STATUT DE RÉSIDENCE DES MÉNAGES :



Le mode d'accès au foncier qui domine est celui du droit coutumier, et la protection de l'accès à leurs anciennes parcelles demeure un obstacle majeur au retour des déplacés originaires de cette zone. En effet, des **irrégularités dans les transactions foncières** sont fréquentes, certains leaders étant rapportés comme orchestrant la revente frauduleuse de parcelles et de maisons initialement occupées par des ménages encore déplacés⁴. Ce phénomène a engendré une certaine perte de confiance dans la capacité de médiation de ces autorités.

ETAT DES LIEUX SUR LE LOGEMENT DANS LA LOCALITE



16 300 XAF/Mois

Loyer mensuel moyen payé par les ménages locataires (8 900 XAF/mois à Bimbo)

➔ **45%** des ménages locataires déclarent que le loyer représentent **plus de la moitié** de leur dépenses mensuelles. Il représente en réalité environ un quart de leur budget mais l'impression du "poids" est significative.

PRIORITÉS RETENUES POUR LES QUESTIONS LTB

Intervention / Activité	Stratégies
Moyen terme	
Favoriser la réappropriation / restitution des terres et sécurisation du foncier pour les retournés	Utiliser les techniques d'attestation de témoignages et de résolution collaborative des différends promues par l'ONG NRC, campagnes de sensibilisation à l'endroit des occupants irréguliers
Appuyer les travaux des comités locaux de retour en anticipant les blocages liés à l'accès au foncier	Assurer un lien fort avec les Min. de l'Urbanisme et de l'action humanitaire, les autorités locales des zones de retours des déplacés du 3ème (Lobaye notamment), et avec les forces de l'ordre pour le référencement et le traitement des cas litigieux. Pilotage accru de la part du Groupe de Travail Solutions Durables (GTSD)
Favoriser la construction d'habitations dans les zones d'habitat détruit sur la base d'une surface habitable de 24m ² minimum (extensible et adaptable par le ménage)	S'assurer d'un engagement fort et d'un pilotage accru de la part du Groupe de Travail Solutions Durables (GTSD) sur ces problématiques
Promouvoir la sécurité de l'occupation et la formalisation de la sécurité foncière	Encourager les acteurs de relèvement à se former aux mécanismes de protection Logement Terre et Biens auprès de NRC, accompagner les ménages qui le souhaitent dans la procédure de reconnaissance foncière
Améliorer et formaliser les processus de vente	Former et sensibiliser les chefs de quartiers à l'importance de ces questions
Long terme	
Urbaniser la zone avec trame urbaine structurante (voierie, drainage, services publics)	Réaliser les travaux via des THIMO
Accompagner les efforts d'urbanisation par une régularisation ad hoc ou ex ante de l'accès au foncier pour l'habitat	Apporter une assistance technique auprès du ministère de l'Urbanisme pour la réforme de la loi foncière et gestion domaniale et la gestion du cadastre, mais également appui à l'adressage. Appuyer un plaidoyer parlementaire dans ce sens.
Appuyer le ministère de l'Urbanisme pour la réforme de la loi foncière et gestion domaniale et la gestion du cadastre	

¹ Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone
² Anne burlat, Le contexte urbain à Bangui; Groupe URD, avril 2016

³ Création et le renforcement des services de base et des infrastructures urbaines telles que la voierie, ou l'éclairage public.

⁴ Entretien avec un membre de l'équipe ICLA de NRC, Avril 2019

Sécurité, gouvernance et besoins prioritaires

UN ENJEU TRANSVERSAL ET PRIORITAIRE

Le sujet du retour à l'ordre constitutionnel et du recul de la criminalité dans le 3ème et notamment dans le PK5 reste un sujet extrêmement sensible, transversal, et un **préalable aux améliorations dans tous les autres secteurs.**

L'insécurité est ainsi rapportée comme une « **contrainte** » dans le secteur de l'éducation¹, certains parents d'élèves viennent en cours avec des grenades, des élèves pour qui on craint sur le chemin de l'école²; ou bien dans le secteur de la santé¹ où des patients viennent armés pour obtenir des passe-droits², ou encore dans la recherche d'emploi¹ (rapportée par 15% des ménages). Elle entrave la bonne circulation des biens et des personnes, et par extension la vie quotidienne des habitants.

UNE VIOLENCE URBAINE ET POLITIQUE À LA FOIS :

Emblématique d'une crise qui s'est inscrite durablement sur certains territoires, la situation sécuritaire dans la zone de PK5 est caractérisée par une ambivalence profonde.

Elle relève, d'une part, de la **délinquance proprement urbaine**, avec des groupes qui profitent de l'absence des forces de l'ordre légitimes pour s'adonner au racket de commerçants, à du pillage et de l'intimidation de la population dans sa vie quotidienne².

D'autre part, la présence des 6 groupes armés principaux reflète également la situation politico-militaire dans le pays, notamment parce que certains membres ont des liens familiaux avérés avec des groupes armés en province. On assiste alors à une **reproduction à échelle réduite** des problématiques propres au territoire centrafricain; qui donne lieu à une **violence à caractère confessionnelle et politique**. Celle-ci se manifeste par les destructions et pillages systématiques d'établissement représentant l'autorité publique, telle la Mairie d'arrondissement, ou le Commissariat de l'arrondissement qui opère à distance depuis Kokoro-Boeing depuis lors.

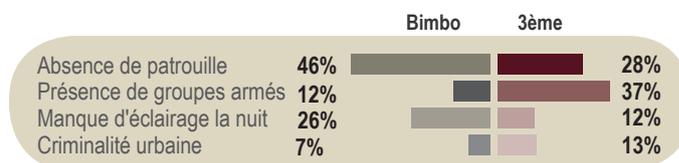
DES INITIATIVES DE MÉDIATION ET DE COORDINATION À POURSUIVRE :

La consolidation de la paix, la sécurisation des retours, la cohésion sociale ainsi que les échanges entre les habitants du 3ème arrondissement et les quartiers voisins ont fait l'objet de plusieurs initiatives de médiation et de coordination soutenues par le système des Nations Unies et les partenaires de l'aide ces dernières années. Le pacte de non-agression entre le PK5 et Boeing, signé en 2016 sous l'égide du **Comité de Pilotage du Pacte**, a notamment permis la ré-ouverture du cimetière musulman. Les récents **accords de Paix de Khartoum**, entérinés en février 2019 laissent espérer à une redéfinition (positive) des relations entre l'Etat et les groupes armés sur tout le territoire, et donc par extension dans le 3ème Arrondissement. Enfin en mars 2019, la signature d'un nouveau **pacte de non-agression** entre Yakité et Castor laisse entrevoir de nouvelles perspectives d'accompagnement des retours.

¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 650 ménages de la localité

PERCEPTION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

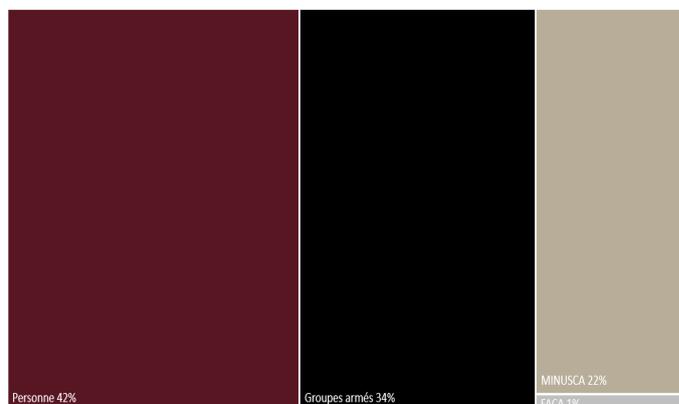
PRINCIPALES SOURCES DE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ CITÉES :



SENTIMENT DE SÉCURITÉ DÉCLARÉ PAR LES MÉNAGES :



FORCES DE SÉCURITÉS RAPPORTÉES COMME ÉTANT LES PLUS PRÉSENTES DANS LA LOCALITÉ :



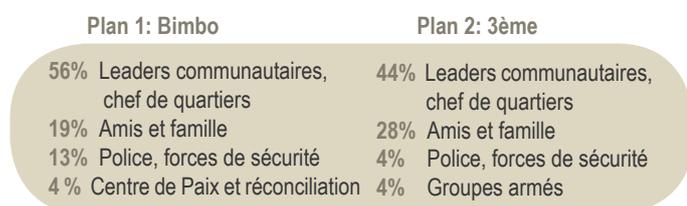
➡ **38%** des ménages déclarent avoir confiance dans ces forces de sécurité (y compris les groupes armés) (contre **68%** à Bimbo)

➡ **24%** des ménages considèrent le manque de sécurité comme le plus grand problème posé à leur communauté (contre **8%** à Bimbo)

² Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone

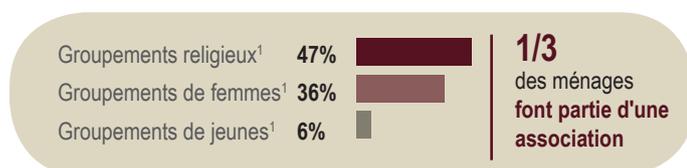
Sécurité, gouvernance et besoins prioritaires

INTERLOCUTEURS PRIVILÉGIÉS POUR LE RÈGLEMENT DES CONFLITS :



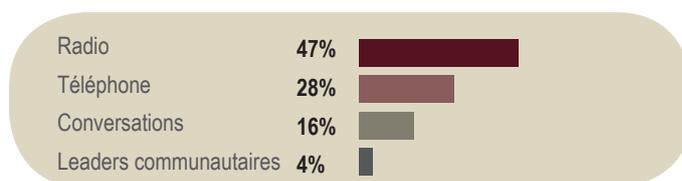
Les groupes armés ont acquis depuis les événements de 2013 une position ambiguë, considérés à la fois comme des oppresseurs mais parfois aussi comme des médiateurs par les communautés résidentes, se substituant parfois au rôle traditionnel des autorités locales.

PRINCIPAUX TYPES D'ASSOCIATIONS JOINTES PAR LES MÉNAGES



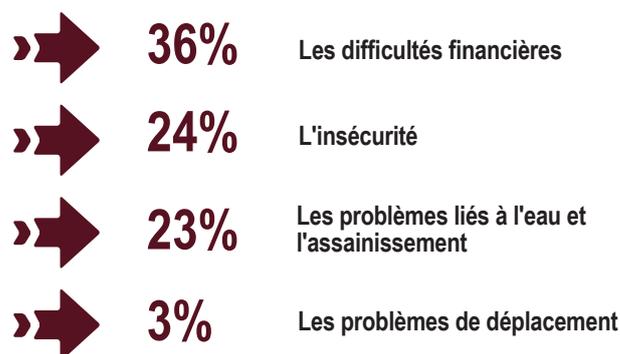
Le réseau associatif est beaucoup moins confessionnel dans le 3^{ème} que dans la localité de Bimbo, avec une vocation plus économique.

PRINCIPALES SOURCE D'INFORMATION DES MÉNAGES :



BESOINS PRIORITAIRES

Plus grand problème posé à la communauté selon les ménages :



PRIORITÉS RETENUES POUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION

Intervention / Activité	Stratégie
Court terme	
Promouvoir un dialogue accru entre les groupes armés, la force UN civile et les troupes de la MINUSCA, Appui accru aux comités locaux de paix et renforcement de la compréhension partagée des mandats de chacun par la population	Porter local des initiatives de dialogue et de médiation, sensibilisations sur les rôles et responsabilités des différents acteurs de la sécurité
Renforcer la visibilité des autorités étatiques et sécurisation du fonctionnement de celles-ci	Sécuriser d'avantage certains points un ou deux jours par semaine par la JTFB. Réalisation de projets de relèvement avec visibilité pour la Mairie et les acteurs locaux
Appuyer le retour des forces de l'ordre de proximité : déploiement de la gendarmerie, de la police et des FACA sous forme de patrouilles mobiles et mixtes	Plaidoyer à porter à l'endroit du ministère de l'intérieur; renforcement de l'effectif de la police
Assurer une veille et partage d'informations sur la traduction des accords de Karthoum dans la situation spécifique du PK5	Mener des campagnes de sensibilisation et d'information à travers les radios locales
Favoriser les liens entre les membres de la communauté dans le sens d'une consolidation de la paix dans les quartiers	Plaidoyer et financer des THIMO avec bénéficiaires mixtes musulmans et chrétiens
Moyen terme	
Renforcer la visibilité des représentants de l'Etat par le biais de projets à impact rapide	Réhabiliter et ré-ouvrir le Commissariat, appui à la direction de la protection civile
Retour des forces de l'ordre de proximité : Déploiement accru de la gendarmerie, de la police et des FACA sous forme de patrouilles mobiles et mixtes	Plaidoyer à porter à l'endroit du ministère de l'intérieur, Mettre en place un système de sécurité de grande proximité avec des unités mobiles équipées et positionnées à l'intérieur des quartiers, par îlots
Renforcer l'acceptance des Forces de Sécurité Intérieure	Sensibiliser la populations sur le rôle des FSI
Favoriser le déploiement pacifique et maîtrisé des brigades mixtes	Identifier les éléments les plus modérés parmi les groupes armés
Long terme	
Favoriser l'éducation citoyenne et un changement des mentalités envers les forces de l'ordre	Mettre en place ou redynamiser les structures de partage de l'information, sensibiliser les jeunes au respect de l'Etat de droit et aux notions citoyennes par le biais des médias, des écoles et d'événements communautaires
Ouvrir un nouveau cimetière pour la communauté musulmane pour désamorcer de potentielles tensions d'usage sur le cimetière de Boeing, saturé	Libérer des emprises foncières et mettre en place un programme d'accompagnement pour la ré-installation des ménages affectés
Adopter, au niveau gouvernemental, une stratégie d'action pour la sécurité du PK5	Organiser une table ronde interministérielle et inter-acteurs au plus haut niveau
Désenclaver le bloc PK5-Ouest (zone 4), afin de réduire l'effet de "profondeur" (le chemin de ronde Est de l'aéroport constituant le "fond" du bloc)	Percer une voie structurante de Fondo au Marché Kokoro, à l'image de l'avenue Idriss Deby dans PK5-Est (zone 5)

¹ Question uniquement posée aux ménages faisant partie d'une association (171 occurrences)

Déplacements

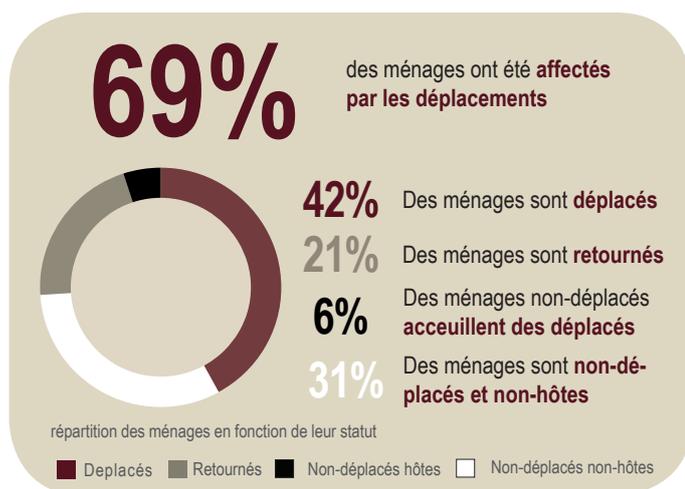
LES RETOMBÉES DES DIFFÉRENTES PHASES DE LA CRISE

Les populations ont initialement quitté leur quartier pour fuir les violences omniprésentes depuis la crise militaro-politique de 2013. Les ménages déplacés du 3^{ème} Arrondissement rapportent ainsi en majorité avoir été déplacés depuis **Août 2014**.

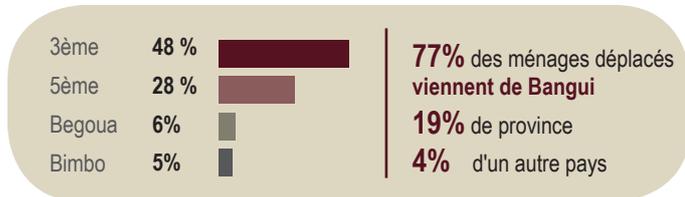
Les raisons principales évoquées ayant causé le déplacement sont à **52% l'insécurité**, et à **30%** en raison de la **destruction de leur maison**, ces deux raisons n'étant pas mutuellement exclusives.

Les zones de migrations ne sont pas très homogènes; les ménages se réfugiant principalement chez des amis ou des proches. On observe néanmoins une tendance à une progressive homogénéisation confessionnelle des quartiers et arrondissement de migration au fil des événements successifs.

POPULATIONS AFFECTÉES PAR LES DÉPLACEMENTS



LOCALITÉ DE PROVENANCE DES MÉNAGES DÉPLACÉS

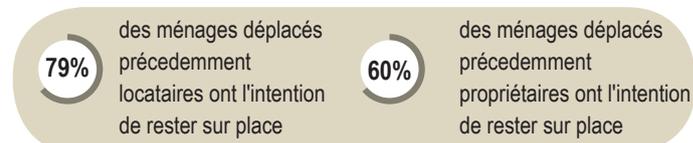


PROPORTION DES RELIGIONS AU SEIN DE LA POPULATION DES DEUX PLANS¹

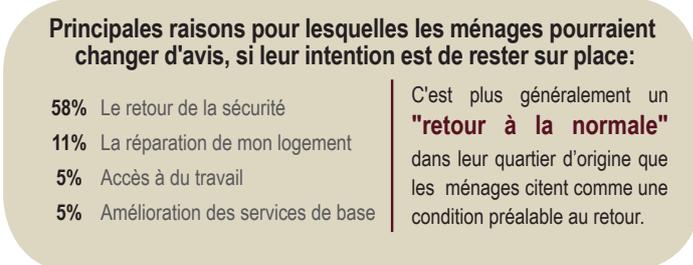


¹ Ces données sont le résultat des enquêtes menées auprès des 650 ménages de la localité

INTENTIONS DE RETOUR DES MÉNAGES DÉPLACÉS

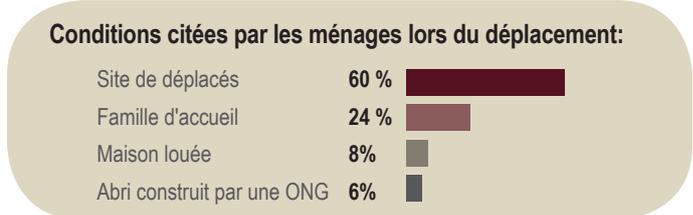


Note: en moyenne, 68% des ménages souhaitent rester sur place (75% à Bimbo)

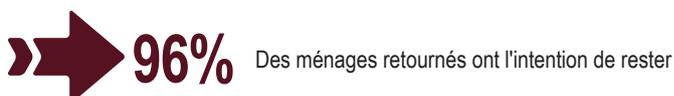
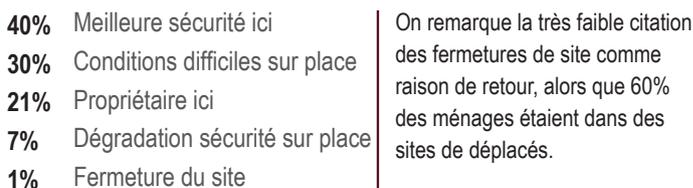


FOCUS SUR LES MÉNAGES RETOURNÉS

Les retours s'opèrent de façon individuelle et sporadique, selon les perceptions qu'ont les ménages du contexte socio-économique et sécuritaire à la fois de leur quartier de provenance et de déplacement. Les ménages retournés viennent majoritairement des sites de déplacés, après leur fermeture².



PRINCIPALES RAISONS DE RETOUR EXPRIMÉES DES MÉNAGES RETOURNÉS



² Ces données sont le résultat consolidé des 2 discussions de groupes menées pour chaque zone
³ Ainsi à la question posée temporellement: "depuis quand êtes vous retournés chez vous?", 55% des ménages répondent qu'ils sont revenus depuis la fermeture des sites de déplacés.

Déplacements

FOCUS SUR LES FAMILLES D'ACCUEIL

»» **4**

Membres accueillis par ménage, en moyenne

Parmi les ménages qui accueillent des déplacés, on constate que seulement **45% d'entre eux se déclarent "non-déplacés"**.

»» **40%**

Des familles d'accueil se déclarent elles-même "déplacées"

»» **15%**

Des familles d'accueil se déclarent "retournées"

Dans plus de la moitié des cas ce sont donc des **ménages déjà vulnérabilisés par la crise** qui accueillent en plus d'autres membres vulnérables chez eux. Il existe donc une très grande diversité de cas de figure dans les situations de déplacements observés, qui fait écho au caractère protéiforme et complexe de la crise qui touche la ville de Bangui et ses environs depuis les 5 dernières années.

DESAGRÉGATION DE REVENU PAR STATUT DE DÉPLACEMENT

Il existe une différence notable entre les deux plans dans la désagrégation du revenu par situation de déplacement: alors que dans la localité de Bimbo, les ménages non-déplacés hôtes ont un revenu moindre que les ménages non-déplacés non-hôtes, suggérant ainsi que **l'accueil des familles grève le budget des ménages**; la situation est inversée dans le 3ème Arrondissement, avec des ménages hôtes plus riches que les ménages non-hôtes, suggérant ici une **relation avec une vocation plus économique**.

»»

63 400 XAF

Revenu mensuel moyen

🏠 Non-déplacés hôtes

👤 retournés

72 800 XAF

59 200 XAF

🏠 Non déplacés non-hôtes

👤 Déplacés

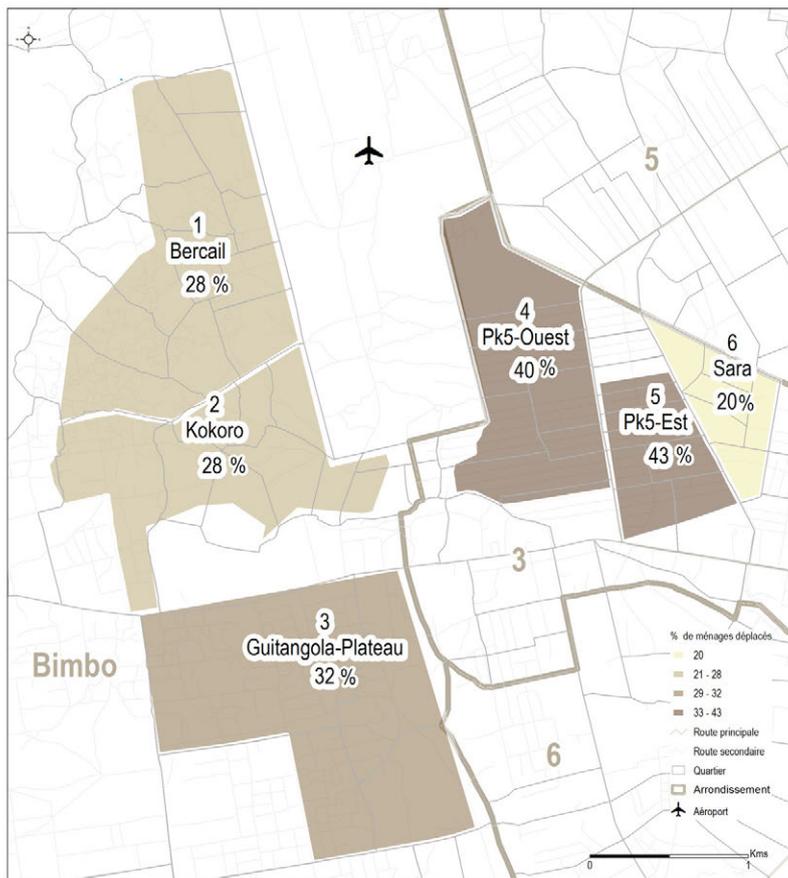
55 000 XAF

71 100 XAF

PRIORITÉS RETENUES POUR LES QUESTIONS LIÉES AUX DÉPLACEMENTS ET À L'APPUI AU RETOUR

Intervention / Activité	Stratégie
Moyen terme	
Améliorer les conditions de retour	Appuyer l'adoption d'une approche par "zone de voisinage" ou "bassin de vie" afin d'améliorer les conditions de vie effective des habitants. Constructions/ réhabilitations en THIMO Assurer un meilleur accès aux services publics (santé et éducation, eau)
Améliorer les conditions d'accueil	Appuyer l'adoption d'une approche par "zone de voisinage" ou "bassin de vie" afin d'améliorer les conditions de vie effective des habitants. Constructions/ réhabilitations en THIMO Assurer un meilleur accès aux services publics (santé et éducation, eau)
Renforcer la cohésion sociale dans les quartiers	S'assurer d'une approche intégrée en impliquant les autorités religieuses et les différents comités de paix au niveau des quartiers, soutenir et renforcer les offres de THIMO à public mixte (interconfessionnel)

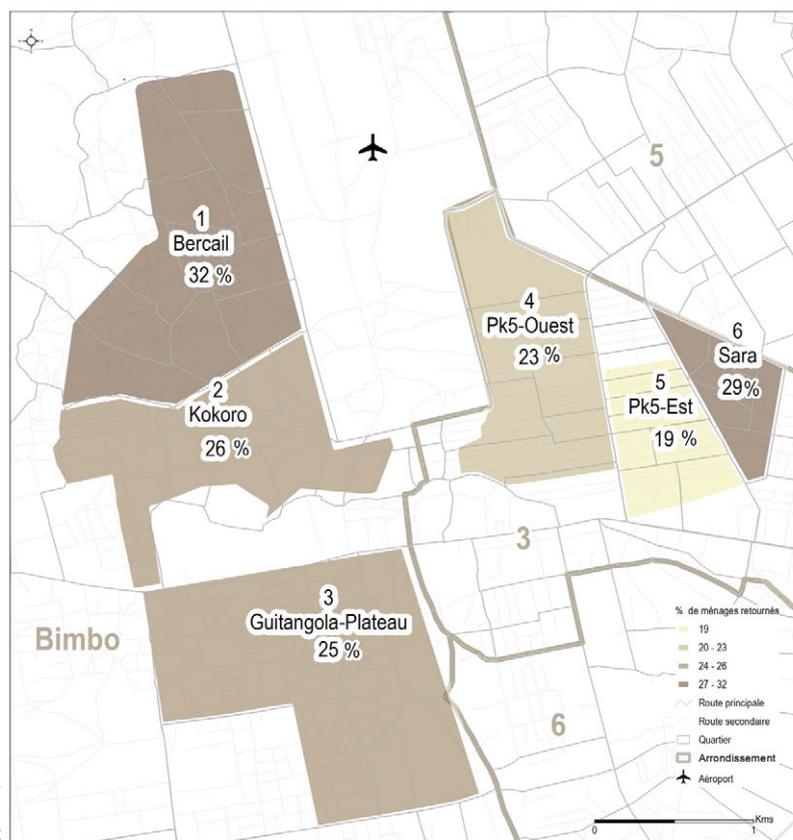
Cartes des déplacements



CARTE 5:
MÉNAGES
DÉPLACÉS¹



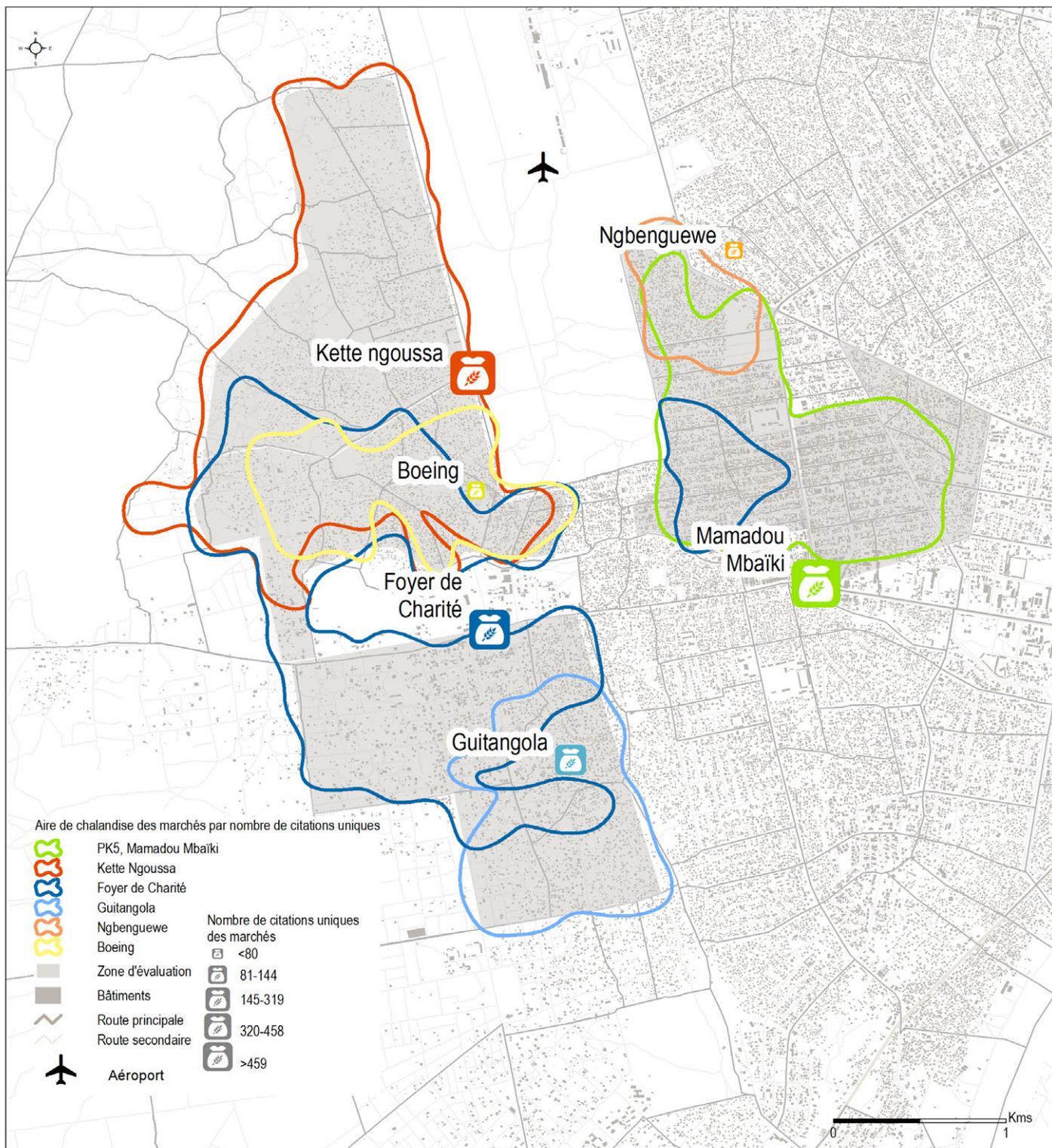
CARTE 6:
MÉNAGES
RETOURNÉS¹



¹ Le nombre d'enquêtes ménages effectuées dans chaque "bassin de vie" (marquées 1,2,3,4,5,6 sur cette carte), permet d'obtenir des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et 5% de marge d'erreur, pour chaque zone concernée (mis à part la zone 6 ou les résultats sont donnés à titre indicatif uniquement, car l'échantillon de population évalué est trop faible par rapport à la population totale de la zone)

Marchés et traversée de l'aéroport

CARTE 7: ZONES DE CHALANDISE DES PRINCIPAUX MARCHÉS COUVRANT LES ZONES ÉTUDIÉES



L'aire de chalandise est la zone habituelle de provenance de l'essentiel des usagers de ce service. Les ménages parcourent 0,7 km en moyenne pour se rendre à leur marché.

Le coût des produits est cité à 60% comme la première source d'insatisfaction vis-à-vis des marchés (contre 30% des ménages à Bimbo).



65%

des ménages déclarent aller au marché quotidiennement

² Les zones de chalandise des marchés sont créées à partir des citations géolocalisées et uniques des 1 771 ménages enquêtés.

Focus sur le Bloc Sara

Le bloc Sara, qui regroupe 6 quartiers, a été presque entièrement détruit durant la crise de 2014. Ces quartiers limitrophes du PK5 drainaient auparavant une activité économique dynamique qui est aujourd'hui encore presque au point mort, avec des quartiers qui demeurent encore majoritairement désertés. En raison du faible taux de peuplement dans cette zone, l'enquête a impliqué 45 ménages identifiés aléatoirement parmi les ménages effectivement installés dans ce bloc, soit un échantillon trop faible pour être considéré comme statistiquement représentatif des conditions de vie dans cette zone. Les résultats propres au territoire du bloc Sara ont donc une portée indicative, et sont présentés séparément dans ce rapport.

Les récentes accalmies sécuritaires et la signature en mars 2018 d'un pacte de non-agression entre Yakité et Castor sont autant de facteurs¹ qui permettent d'envisager plus sereinement des interventions de relèvement et de développement pour repeupler et ré-urbaniser ces quartiers en préservant la mixité sociale. Plusieurs projets dédiés, dont le projet PRESU² et le projet d'appui aux retours³, financé par OFDA et mis en œuvre par ACTED, permettront de concrétiser un certain nombre d'interventions prioritaires dans cette zone.

BESOINS PRIORITAIRES

Plus grand problème posé à la communauté selon les ménages

- 47% Difficultés financières
- 36% Insécurité
- 7% Tensions communautaires

L'insécurité est un problème majeur dans le Bloc Sara. C'est également la seule zone où les "tensions communautaires" sont mentionnées comme un défi à la communauté.

DÉMOGRAPHIE

Nombre d'habitants estimé dans le bloc Sara

Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé	Nom du quartier	Nbre d'hb. estimé
Poto poto Souma	50	Sara-Kaba	100
Banga Sara II	350	Sarah-Dah	500
Banga Sara I	200	Yakite	300

1 500 Habitants estimés pour cet ensemble de quartiers⁴

Proportion de ménages avec au moins un membre ayant des besoins spécifiques

Situation de handicap physique	24%
Situation de handicap mental	2%
Maladie chronique	33%
Femmes - 18 ans enceintes	4%

ACCÈS A L'EAU

Principales sources d'eau utilisées par les ménages en fonction de leur usage:

	Cuisiner et se laver	Pour boire
Puit protégé	51%	81%
Forage	12%	0%
Source non protégée	43%	6%
Eau du robinet	0%	4%

Principales contraintes exprimées vis-à-vis de l'accès à l'eau

- 38% Mauvaise qualité
- 29% Distance
- 7% Disponibilité

ASSISTANCE

- ➔➔ **31%** des ménages déclarent recevoir de l'aide de la part de proches (contre **20%** dans le Plan du 3^{ème})
- ➔➔ **31%** des ménages déclarent recevoir de l'aide le part d'associations locales, des groupes communautaires ou religieux (contre **18%** dans le Plan du 3^{ème})

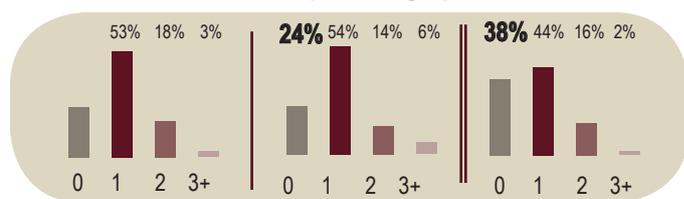
Principaux types d'assistance reçus par les ménages⁵

- 57% Biens alimentaires
- 29% AGR
- 21% Biens non alimentaires
- 14% Aide pour la santé

DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE

BLOC PK5-OUEST | BLOC PK5-EST || BLOC SARA

Nombre de travailleurs actifs par ménage, par zone



Revenu mensuel moyen des ménages, par zone, en XAF

56 000 | **76 000** || **56 700**

Dépenses mensuelles moyennes par ménage, par zone, en XAF

47 600 | **61 000** || **45 700**

Désagrégation des revenus des ménages en fonction du genre du chef de ménage, au niveau du bloc Sara

Ménages gérés par des hommes: **49 300 XAF** | Ménages gérés par des femmes: **61 600 XAF**

¹ Entretien avec un personnel de la MINUSCA section Affaires Civiles

² Projet de Reconstruction Economique et Sociale en Milieu Urbain, financé par l'Agence Française de Développement et mis en oeuvre sous la tutelle du Ministère de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Habitat

³ Back Home- Supporting the return of vulnerable IDPs through integrated support after widespread destruction in Bangui, financé par OFDA et mis en oeuvre par ACTED

⁴ Les estimations de population ont été fournies par les autorités locales (chefs de quartiers, chefs de groupement et parfois Mairie d'Arrondissement) et ne sont pas le résultat d'un recensement récent.

⁵ Question uniquement posée aux ménages ayant reçu de l'assistance (14 occurrences)

Focus sur le Bloc Sara

SUBSISTANCE

PRINCIPALES SOURCES DE REVENUS:¹

36%	Petit commerce	On notera également que 9 ménages sur 10 trouvent leurs sources de revenus dans leur arrondissement: ce qui montre une très forte localisation du bassin d'emploi.
23%	Travaux manuels	
15%	Aide familiale	
11%	Fonctionnaire	

CONTRAINTES LES PLUS FRÉQUEMMENT RENCONTRÉES DANS LA RECHERCHE DE REVENUS:¹

Manque de capital pour commencer un business	25%	
Manque d'opportunités de travail	22%	
Problèmes de santé	15%	
Manque de sécurité	10%	

LOGEMENT, TERRE ET BIENS

SOURCE D'AUTHENTIFICATION DU STATUT DE RÉSIDENCE DES MÉNAGES:

	Si locataire	Si propriétaire
Chef de quartier	13%	49%
Voisins	17%	30%
Document	0%	22%
Propriétaire	65%	0%
Mairie	0%	0%

ETAT DES LIEUX SUR LE LOGEMENT DANS LA LOCALITE

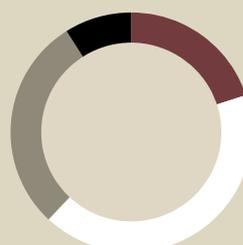


Le caractère informel et sous-intégré au tissu urbain d'avant-crise complique les interventions dans cette zone plus que dans les autres localités, étant donné qu'elle reste majoritairement dépeuplée. Les anciens habitants des parcelles détruites ne sont pas aisément identifiables, et l'opportunité de reconstruire ces quartiers en améliorant la trame urbaine se heurte aux épineuses questions d'accès, ainsi qu'à celles de la régularisation foncière et de l'accompagnement et du dédommagement des ménages dont les parcelles devront être affectées à des travaux d'infrastructures publiques.

DÉPLACEMENTS

58%

des ménages ont été affectés par les déplacements



répartition des ménages en fonction de leur statut

■ Déplacés ■ Retournés ■ Non-déplacés non-hôtes □ Non-déplacés hôtes

20% Des ménages sont déplacés

29% Des ménages sont retournés

9% Des ménages non-déplacés accueillent des déplacés

42% Des ménages sont non-déplacés et non-hôtes

47% des ménages rapportent s'être déplacés en raison de la destruction de leur maison, et **41%** en raison de l'insécurité, ces deux raisons n'étant pas mutuellement exclusives.

On note également que 100% des ménages évalués se rapportent comme étant de religion catholique, en comparaison avec seulement 10% dans le bloc PK5-Est (zone 5) juste limitrophe.

89% Des ménages déplacés viennent du 3ème arrondissement.

En moyenne, **56%** des ménages déplacés seulement souhaitent rester sur place (contre **68%** dans le 3ème et **75%** dans Bimbo)

FOCUS SUR LES MÉNAGES RETOURNÉS

Conditions citées par les ménages lors du déplacement:

Site de déplacés	85%	
Famille d'accueil	8%	
Maison louée	8%	

100% Des ménages retournés ont l'intention de rester

Principales raisons pour lesquelles les ménages souhaitent rester sur place:

40%	Meilleure sécurité ici
40%	Activité économiques ici
20%	Maison construite ici

Principales raisons pour lesquelles les ménages ne souhaitent pas rester sur place:

57%	Pas d'activité économique ici
29%	Ma famille n'est pas là
14%	Pas de services ici

Focus sur le Bloc Sara

PERCEPTION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

Les tensions communautaires demeurent très fortes dans le bloc Sara. C'est la seule localité de l'étude pour laquelle les répondants ont mentionné avoir peur pour la sécurité de leur maison. Le banditisme urbain s'y est développé depuis la crise avec une acuité plus importante que dans d'autres localités affectées par la crise, les bandes armées saisissant l'opportunité de la désertion et de l'absence de patrouilles dans cet espace urbain très peu desservi par des axes de circulation pour y réaliser des pillages¹.

De précédentes études² ont notamment révélé que la destruction systématique de quartiers entiers dans ce bloc de quartiers pendant la crise coïncidait aussi avec l'existence de tensions internes anciennes dont les causes sont très liées avec l'accès au foncier et la prédominance d'activités économiques informelles très centrées sur le quartier et le voisinage. L'accès au foncier, inégal selon le profil économique des ménages, a eu tendance à stigmatiser les populations résidentes chrétiennes, au pouvoir d'achat moins élevé que les nouveaux arrivants de culture musulmane, dont les activités économiques leur permettaient d'entretenir un lien fort avec les quartiers voisins du PK5 et de construire des maisons clôturées qui les soustrayaient à la vie traditionnelle de quartiers².

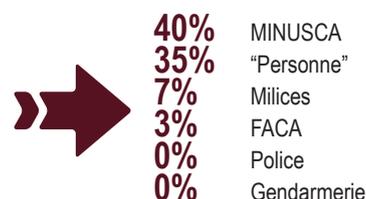
SENTIMENT DE SÉCURITÉ DÉCLARÉ PAR LES MÉNAGES:



PRINCIPALES SOURCES DE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ CITÉES:



FORCES DE SÉCURITÉS RAPPORTÉES COMME ÉTANT LES PLUS PRÉSENTES DANS LA LOCALITÉ:



Intervention / Activité	Stratégie
Court terme	
Assurer le retour à l'état de droit et à la sécurité dans la zone	Appuyer un portage local des initiatives de dialogue et de médiation, sensibilisations sur les rôles et responsabilités des différents acteurs de la sécurité. Appuyer le suivi et la pérennisation du pacte de non agression Mettre en place un système de sécurité de grande proximité avec des unités mobiles équipées et positionnées à l'intérieur des quartiers, par flots, mené par des patrouilles mixtes
Appuyer le retour des forces de l'ordre de proximité : déploiement de la gendarmerie, de la police, des FSI et des FACA	Mener un plaidoyer à porter à l'endroit du ministère de l'intérieur; renforcement de l'effectif de la police Sensibiliser la population sur le rôle et la légitimité des patrouilles mixtes
Favoriser les liens entre les membres de la communauté dans le sens d'une consolidation de la paix dans les quartiers	Réaliser un plaidoyer en faveur d'un financement d'activités de réhabilitation d'infrastructures urbaines selon la méthodologie THIMO avec bénéficiaires mixtes musulmans et chrétiens
Assurer l'assainissement des puits condamnés pour pollution	Recenser les puits pollués et planifier leur assainissement
Moyen terme	
Renforcer la visibilité des représentants de l'Etat par le biais de projets à impact rapide	Réhabiliter et ré-ouvrir le Commissariat, appui à la direction de la protection civile
Favoriser le déploiement pacifique et maîtrisé des brigades mixtes	Identifier les éléments les plus modérés parmi les groupes armés et les inclure dans les dialogues de paix et les patrouilles mixtes
Favoriser le retour durable des populations déplacées originaires du bloc Sara	Identifier les ménages déplacés, assurer la reconstruction accompagnée des logements détruits, accompagner la sécurisation de l'occupation foncière de ces ménages, construire des latrines individuelles
Long terme	
Réurbaniser la zone en la dotant d'axes de voirie pénétrantes, de services de base et en réhabilitant les équipements socio-économiques délabrés existants	Réhabiliter l'école Sara Yakité, étudier la pertinence de creuser des forages mécaniques, libérer des emprises foncières pour tracer des voies pénétrantes et reconnecter le bloc aux axes de circulation majeurs et aux quartiers avoisinants, créer une place publique équipée d'une aire de jeux et d'une maison des associations, accompagner le relogement des ménages dont les parcelles seront affectées par la construction d'infrastructures publiques
Favoriser l'éducation citoyenne et un changement des mentalités envers les forces de l'ordre	Mettre en place ou redynamiser les structures de partage de l'information, sensibilisation des jeunes au respect de l'Etat de droit et aux notions citoyennes par le biais des médias, des écoles et d'événements communautaires

¹ Anne Burlat, Le contexte urbain à Bangui : entre actions humanitaires, reconstruction et projets de développement, Groupe URD, 2016

² Ibid, et DRC, Analyse des perceptions des dynamiques conflictuelles & Mapping des acteurs, Bloc Sara Yakité & Bloc Miskine, Bangui, Décembre 2015



- | | | |
|----------------------------------|------------------------|--------------------------|
| Infrastructure | Point de repère | Route |
| Ecole | Bâtiment administratif | Bâtiment |
| Hôpital/ Centre de Santé | Banque | Quartier |
| Marché | Lieu de culte Chrétien | Troisième arrondissement |
| Point d'eau | Lieu de culte Musulman | |
| Infrastructure non fonctionnelle | Pharmacie | |
| Maraichage | Poste de Police | |

Sources :
 Infrastructures; points de repère; quartiers; 3ème arrondissement; maraichage: AGORA, 2019
 Routes & bâtiments : OSM, 2019
 Système de coordonnées :
 CCS WGS 1984
 Fichier : AGORA_CAR_ReferenceMap_Bangui3eme_30032019_A1
 Contact : reach.mapping@impact-initiatives.org

Note: Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité, ni l'approbation de AGORA, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.